

AGRESSION SIONISTE CONTRE L'IRAN

L'ALGÉRIE RÉAGIT

L'Algérie dénonce et condamne l'agression israélienne flagrante contre l'Iran. Cette agression confirme que la politique hostile systématique de la colonisation israélienne de peuplement est une politique fondée sur l'illusion de garantir la sécurité et la stabilité de l'entité israélienne au détriment de la sécurité et de la stabilité de ses voisins.

P.3



L'Iran réplique à l'agression sioniste. (Photo D.R)

L'ALGÉRIE EN VOIE D'ADHÉSION AU TRAITÉ DE L'ASEAN : UN PAS SALUÉ PAR LES PAYS MEMBRES

P.2

POUR RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE

L'ALGÉRIE MISE SUR L'AVIATION VERTE

P.4



TOP DÉPART POUR LE BAC

PLUS DE 850.000 CANDIDATS FACE À L'ÉPREUVE

Les candidats auront à choisir entre deux sujets proposés dans chaque matière, tous tirés du programme officiel enseigné au cours de l'année scolaire. Ce dispositif concerne les sept filières suivantes : lettres et philosophie, langues étrangères, sciences expérimentales, mathématiques, techniques mathématiques, gestion et économie, ainsi que la filière des arts.

P.5

À Tunis, l'Algérie partage son modèle de santé globale

En déplacement à Tunis, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a mis en lumière l'engagement de l'Algérie dans la mise en œuvre de l'approche « Une seule santé », lors de la Conférence régionale dédiée à cette thématique pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Dans son intervention, le ministre a souligné que cette approche, intégrant les dimensions humaine, animale et environnementale de la santé, constitue une priorité stratégique pour les autorités algériennes. Elle repose, selon lui, sur des politiques de développement axées sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la réduction des inégalités sociales et régionales. Saihi a insisté sur la coordination multisectorielle engagée dans ce cadre, impliquant plusieurs ministères, notamment ceux de la Santé, de l'Environnement, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Cette coopération vise à harmoniser les plans d'action autour de mesures concrètes et ciblées, dans le but de lutter efficacement contre les impacts sanitaires de l'environnement, qu'ils soient directs ou indirects. Parmi les initiatives phares évoquées, le ministre a cité le Plan national d'action conjointe santé-environnement, un dispositif structurant qui établit un cadre de travail unifié pour contrer les effets néfastes de l'environnement sur la santé publique. Ce plan est financé par le budget de l'État. Saihi a également mentionné le Plan national pour la sécurité sanitaire des aliments, dont l'objectif est de réduire les maladies et les décès liés à la consommation d'aliments non sûrs. Ce plan mise sur le renforcement des capacités de contrôle alimentaire, l'amélioration des inspections, le soutien aux laboratoires, ainsi que sur des campagnes de sensibilisation auprès de la population. Enfin, le ministre a mis en avant les efforts de l'Algérie dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, à travers un plan stratégique national visant à encadrer l'usage des antibiotiques en santé humaine et animale. Ce programme bénéficie d'un appui scientifique et technique international, destiné à consolider la sécurité sanitaire du pays.

R.N.

L'Algérie avait officiellement présenté en 2023 une demande d'adhésion au Traité d'amitié et de coopération (TAC) de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont exprimé leur satisfaction quant à l'adhésion prochaine de l'Algérie au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC), soulignant l'importance continue de cet instrument dans la promotion de la paix et de la stabilité dans la région. Dans le communiqué final publié à l'issue du 46^e sommet de l'ASEAN, tenu les 26 et 27 mai à Kuala Lumpur sous la présidence du Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim, les États membres ont salué cette future adhésion de la République algérienne démocratique et populaire. Ils ont réaffirmé le rôle central du TAC comme cadre de référence fondamental pour les relations interétatiques en Asie du Sud-Est, et ont encouragé l'ensemble des Hautes Parties contractantes à respecter pleinement les engagements pris dans le cadre du traité. Par ailleurs, les membres de l'ASEAN ont renouvelé leur



attachement aux principes du TAC, appelant à renforcer sa portée et sa pertinence, tant dans la région qu'au niveau international. Ils ont également salué l'intérêt croissant manifesté par des pays non membres de la région pour rejoindre le traité, dans le respect de ses objectifs et de ses principes. La deuxième Conférence des Hautes Parties contractantes au TAC se tiendra en août 2025, au siège du Secrétariat de l'ASEAN, dans le cadre des préparatifs du 50^e anniversaire du traité, prévu en 2026. À ce sujet, les pays membres ont exprimé l'espoir qu'une résolution, parrainée par l'ASEAN, soit adoptée lors

de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations unies afin de marquer cet anniversaire. L'Algérie avait officiellement présenté en 2023 une demande d'adhésion au Traité d'amitié et de coopération (TAC) de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dans le cadre de la nouvelle orientation de sa politique étrangère, impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un nouvel axe stratégique de la diplomatie algérienne, qui vise à développer des relations étroites avec les pays d'Asie du Sud-Est et à consolider la coopération

avec cette région dynamique. L'ASEAN, qui regroupe dix États membres (Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Brunei, Vietnam, Laos, Cambodge et Birmanie) constitue aujourd'hui le cinquième bloc économique mondial. Le TAC, quant à lui, est un pacte de non-agression et de coopération entre les pays membres de l'ASEAN et leurs partenaires extérieurs. L'adhésion à ce traité est également une condition préalable à la participation au Sommet de l'Asie de l'Est, ce qui renforce son importance stratégique sur la scène régionale et internationale.

Y. B.

VERS UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE

L'UE et l'Algérie prêtes à passer à la vitesse supérieure

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Algérie, Diego Mellado Pascua, a souligné, jeudi dernier à Alger, l'importance d'exploiter pleinement les ressources et les atouts dont disposent l'Algérie et l'Union européenne pour dyna-

miser leurs relations commerciales. S'exprimant en marge d'une rencontre organisée par l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (OACIS), à laquelle ont pris part des hommes d'affaires algériens et espagnols ainsi que des représentants de l'Autorité portuaire de Barcelone, le diplomate européen a salué l'organisation de cet événement, qu'il considère comme un témoignage de la solidité des liens économiques entre les deux rives de la Méditerranée.

Il a particulièrement mis en avant les infrastructures logistiques du port de Barcelone, présentées lors de la rencontre, tout en soulignant les nombreuses potentialités offertes par l'Algérie. Mellado Pascua a appelé à capitaliser sur ces atouts afin de renforcer davantage les échanges entre l'Europe et l'Algérie. Il a également rappelé les fondements juridiques encadrant les relations bilatérales, tels que l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE, ainsi que les mécanismes d'investissement en cours de développe-

ment. Dans ce contexte, il a mentionné les efforts engagés pour l'élaboration d'une charte pour la Méditerranée, estimant que le contexte actuel offre une réelle opportunité pour intensifier les coopérations entre les deux parties. De son côté, l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Fernando Moran Calvo-Sotelo, a souligné l'importance de cette rencontre pour approfondir la coopération économique, commerciale et politique entre Alger et Madrid. Il a rappelé les liens historiques et culturels unissant les deux pays, affirmant que chacun a besoin de l'autre, et plaidé pour un renforcement durable de cette relation bilatérale.

Les échanges lors de la rencontre ont porté essentiellement sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les services et les infrastructures logistiques liés au transport maritime. L'objectif affiché est d'accroître les échanges commerciaux entre les deux parties et de développer des partenariats dans des secteurs clés tels que l'agriculture et l'industrie agroalimentaire.

S'ADRESSANT À SES MILITANTS

Le FFS appelle à préserver l'unité nationale et à renforcer ses structures

Depuis Akbou, dans la wilaya de Béjaïa, le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a lancé un appel fort en faveur de la préservation de l'unité nationale et de la cohésion sociale, qu'il a qualifiées de « meilleur rempart contre les menaces pesant sur la sécurité nationale ».

S'adressant aux militants de son parti lors d'une rencontre locale, Aouchiche a mis l'accent sur la nécessité de réorganiser et de consolider les structures internes du FFS. Objectif : permettre au

parti de jouer un rôle plus influent sur la scène politique, notamment à l'approche des prochaines échéances électorales, tant locales que nationales. Dans ce cadre, le responsable a annoncé la tenue imminente de plusieurs rencontres d'évaluation à travers les différentes communes de la wilaya de Béjaïa.

Il a également exhorté les militants à rester mobilisés et à s'impliquer activement dans la vie politique, soulignant l'importance de leur engagement quotidien sur le terrain.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz

www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

AGRESSION SIONISTE CONTRE L'IRAN

L'Algérie réagit

Le ministère des Affaires étrangères a exprimé dans un communiqué sa ferme condamnation et sa profonde indignation face à l'attaque aérienne sioniste qui a visé la République islamique d'Iran, expliquant que cette agression n'aurait jamais eu lieu sans l'impunité et la non-reddition de comptes dont jouit l'entité sioniste.

Hakim H.

«L'Algérie dénonce et condamne l'agression israélienne flagrante contre l'Iran. Une agression qui n'aurait jamais eu lieu sans l'impunité et la non-reddition de comptes dont jouit l'agresseur», peut-on lire dans le communiqué. «Cette agression, qui intervient en violation de toutes les lois internationales, notamment des principes de la Charte des Nations unies, confirme que la politique hostile systématique de la colonisation israélienne de peuplement est une politique fondée sur l'illusion de garantir la sécurité et la stabilité de l'entité israélienne au détriment de la sécurité et de la stabilité de ses voisins, notamment des Palestiniens dans tous leurs territoires occupés, ainsi que de l'ensemble des pays de la région, sans exception aucune», ajoute le communiqué. «Tout en mettant en garde contre les risques de céder à l'arrogance et à la tyrannie de l'occupation israélienne, l'Al-



gérie appelle la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité des Nations unies, à assumer pleinement ses responsabilités, en œuvrant à préserver la paix et la sécurité internationales, et à mettre fin aux politiques de l'occupation israélienne qui compromettent la sécurité et la stabilité de la région tout entière», conclut le communiqué. De son côté, l'ambassadeur Amar Bendjama, représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, a fermement dénoncé, lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité à New York sur la situation en Iran, les attaques de l'entité sioniste contre l'Iran, qu'il a qualifiées de «violation flagrante» du droit international et de la Charte des Nations unies. Il a appelé la communauté internationale à réagir sans ambiguïté face à cette nouvelle agression. Lors de cette réunion, il a déclaré : «Nous sommes à nouveau confrontés à un acte d'agression grave et délibéré», accusant l'armée sioniste d'avoir lancé des frappes coordonnées contre le territoire iranien. Selon lui, ces attaques ne sont ni justifiables ni justifiées, et consti-

tuent une violation ouverte des principes fondamentaux du droit international. Le diplomate a rappelé que l'Algérie, depuis son retour au Conseil de sécurité, n'a cessé de mettre en garde contre l'escalade régionale déclenchée par les provocations de l'entité sioniste. Les événements actuels, selon lui, confirment la pertinence de ces avertissements. Citant la Charte des Nations unies, Bendjama a rappelé que tout État membre doit s'abstenir de recourir à la force ou à la menace contre l'intégrité territoriale d'un autre État. Il a fermement condamné la logique des frappes dites «préventives», qui, selon lui, «ne peuvent être ni tolérées ni normalisées». «Ce type d'action ne fait qu'éloigner toute possibilité de paix», a-t-il insisté. L'ambassadeur algérien a rejeté les arguments de l'entité sioniste concernant la prétendue menace nucléaire iranienne. Il a souligné que même les services de renseignement de ses plus proches alliés estiment que l'Iran ne développe pas d'arme nucléaire. Il a fustigé l'hypocrisie de l'entité qui refuse de se soumettre au Traité sur la non-prolifération

des armes nucléaires (TNP) et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), tout en refusant de participer à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Bendjama a cité un communiqué de l'AIEA rappelant que toute attaque contre une installation nucléaire à usage pacifique constitue une violation grave de la Charte des Nations unies et du droit international. Ces actes peuvent avoir des conséquences radiologiques catastrophiques au-delà même des frontières de l'État visé. Le diplomate algérien a également souligné le «timing troublant» de ces frappes, qui interviennent alors que des négociations indirectes sont en cours entre l'Iran et les États-Unis, sous médiation omanaise, concernant le programme nucléaire iranien. Il y voit une tentative délibérée de saboter les efforts diplomatiques en cours. Devant ces agressions sionistes, M. Bendjama a souligné que «la communauté internationale ne doit pas permettre qu'un précédent soit établi où des membres de l'ONU se comporteraient à la fois comme juges et parties», tout en avertissant que «de telles actions lanceraient des attaques unilatérales en violation du droit international». Il a également ajouté que «cela mettrait en péril la crédibilité de ce Conseil et affaiblirait l'autorité même de la Charte des Nations Unies», appelant les membres du Conseil à «réaffirmer de manière claire et collective que les principes inscrits dans la Charte sont des obligations contraignantes, et non facultatives».

H. H.

MOBILISATION ENTRAVÉE

La caravane Soumoud stoppée aux portes d'un mur politique

Aïda Mouni

Partie de Tunis le 9 juin, la caravane «Soumoud pour briser le blocus» est actuellement bloquée à l'entrée de la ville libyenne de Syrte, sur ordre des forces de sécurité relevant des autorités de l'Est libyen. Composée d'une dizaine d'autocars et d'une centaine de véhicules, la caravane regroupe plus d'un millier de participants venus de Tunisie, d'Algérie, du Maroc et de Mauritanie. Elle devait traverser la Libye puis l'Égypte pour rejoindre la bande de Ghaza par le point de passage de Rafah. Selon la Coordination de l'Action Commune pour la Palestine, des négociations sont en cours avec les autorités libyennes pour tenter de débloquent la situation. Les forces de sécurité ont dressé un périmètre autour du campement de la caravane, interdisant toute entrée ou sortie, y compris pour l'acheminement de vivres et de matériel logistique. La Coordination signale également des brouillages persistants des réseaux téléphoniques et Internet dans un rayon de

50 kilomètres autour de la ville. Les communications avec les organisateurs sont rendues très difficiles depuis jeudi soir. Les autorités sécuritaires libyennes ont justifié le blocage du convoi par la nécessité d'attendre des instructions de Benghazi. Sur sa page Facebook, la Coordination a appelé samedi les autorités de l'Est libyen à lever les restrictions et à permettre la poursuite du trajet vers le poste-frontière de Salloum. Elle a aussi réclamé la fin du brouillage des télécommunications, pour permettre aux participants de rester en contact avec leurs familles et les coordinateurs du convoi. En Égypte, c'est la marche internationale organisée par le collectif «Global March to Gaza» qui a été stoppée dès sa sortie du Caire. Environ 4 000 personnes venues de plus de 50 pays s'étaient réunies ces derniers jours pour tenter de rejoindre Ghaza en passant par le désert du Sinaï. Mais dès vendredi, les autorités égyptiennes ont mis en place des barages filtrants. Plusieurs dizaines de militants ont été arrêtés ou empêchés de poursuivre leur route. Certains ont vu

leurs passeports confisqués, d'autres ont été expulsés, ou contraints de rester à l'hôtel sous surveillance policière. Des témoignages font état de violences. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des militants molestés, embarqués de force dans des bus. Des délégations étrangères ont dénoncé des pratiques abusives. La délégation néerlandaise parle de «déportation illégale» de militants pacifiques. La délégation grecque a indiqué que ses ressortissants, bien qu'en règle, avaient été arrêtés puis relâchés grâce à des pressions diplomatiques. Parmi les participants à la marche figurait Zwelivelile Mandla Mandela, petit-fils de Nelson Mandela. Il a été lui aussi retenu par les autorités. La marche devait rallier la ville d'al-Arich, à 350 kilomètres à l'est du Caire, avant de parcourir à pied les 50 derniers kilomètres jusqu'à Rafah. Le collectif insiste sur le caractère pacifique de cette initiative et affirme que, malgré les entraves, l'objectif reste de soutenir Ghaza et d'exiger la levée du blocus israélien.

A. M.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Quand le droit devient un outil à géométrie variable

PAR: MEROUANE KORSO

Depuis la nuit de jeudi à vendredi dernier, le droit international en général, et en particulier la sécurité et la liberté des nations, ont volé en éclats, touchés de plein fouet par les va-t-en-guerre sionistes et leurs alliés américains et européens. Désormais, il y aura un avant et un après 13 juin 2025 : l'Iran, ses cadres, ses installations militaires et ses villes où résident des millions de personnes ont été lâchement attaqués par le régime sioniste, soutenu dans cette agression caractérisée par la première puissance militaire mondiale, les États-Unis. Dire que Tel Aviv a attaqué l'Iran avec l'aval de Washington est un jeu de l'esprit politiquement dangereux et vicieux. Du style «Israël a le droit de se défendre», une tournure sémantique des dirigeants occidentaux qui fait des ravages parmi les Palestiniens et tous les soutiens de cette noble cause, assassinés et réduits au silence par l'entité sioniste. Et c'est exactement ce qui est en train de se passer depuis les attaques injustifiées et injustes contre l'Iran depuis vendredi et qui se sont poursuivies hier samedi, faisant au moins une vingtaine de morts et d'importants dégâts en Iran. Cette autre aventure guerrière de Tel-Aviv met en réalité toute la région du Moyen-Orient à feu et à sang, avec le soutien total des pays occidentaux, tandis que les pays arabes de la région gardent un profil bas. En fait, peu de pays arabes de la région, et en dépit de la résolution biaisée et phagocytée par Washington sur cette agression, ont explicitement condamné l'agression sioniste contre un pays de la région, l'Iran. Ainsi, la Turquie a exhorté Israël à mettre fin à ses "actions agressives", le président Recep Tayyip Erdoğan ayant fustigé un "banditisme" israélien. De son côté, Ryadh a dénoncé des "violations flagrantes" du droit international, tandis que Doha a estimé que les frappes sionistes "entravent" les efforts diplomatiques en cours (négociations sur le nucléaire iranien, NDLR). Bagdad, de son côté, a affiché une position pour le moins absconse et ambiguë en demandant à Téhéran de ne pas attaquer les bases américaines sur son sol, mais reste le seul pays de la région à avoir vivement condamné une "agression" contre l'Iran qui "menace la sécurité et la paix internationales". Sinon, la réaction des pays arabes a été molle et sans commune mesure avec la gravité de la situation qui risque de dégénérer et de basculer vers un conflit généralisé. Pourtant, les preux défenseurs de la liberté et des droits de l'Homme, ceux qui ont le droit de veto et qui bloquent toutes les résolutions onusiennes condamnant l'entité sioniste pour ses actes barbares et génocidaires en Palestine, ont clairement affiché et manifesté leur soutien honnête à l'agresseur : le président français a dit que "si Israël devait être attaqué dans le cadre d'une représaille par l'Iran, la France participerait aux opérations de protection et de défense", oubliant de signaler que ce sont les sionistes qui ont attaqué l'Iran et continuent de le faire.

M. K.

PLUSIEURS PROJETS
ALGÉRIENS SERONT
OFFICIELLEMENT LANCÉS

L'Algérie en première ligne de la coopération scientifique arabe

Le monde de la recherche scientifique dans l'espace arabe s'apprête à franchir une étape majeure. Ce lundi, plusieurs projets algériens seront officiellement lancés dans le cadre de l'initiative des alliances arabes pour la recherche scientifique et l'innovation. Portée par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), cette initiative marque une volonté forte de rapprocher les pays arabes autour des grands enjeux de la science et de la technologie.

Cette rencontre scientifique réunira un large éventail de chercheurs et d'experts du monde arabe. Elle vise à aller au-delà de la simple coopération, en créant un véritable espace de collaboration basé sur la complémentarité. L'objectif est clair : mobiliser l'intelligence collective pour trouver des solutions innovantes aux défis de développement communs à la région. Les projets algériens retenus sont à forte valeur ajoutée. Ils portent sur des secteurs stratégiques d'avenir tels que l'agriculture intelligente, les technologies de pointe, la transition énergétique et la santé. Parmi les initiatives phares, on trouve des travaux sur l'élevage intelligent, adapté aux conditions climatiques spécifiques des pays arabes, ou encore sur des systèmes d'intelligence artificielle alliant rapidité et sécurité.

Ces projets reflètent le dynamisme croissant de la recherche algérienne, saluée pour son niveau de compétence et sa capacité à répondre à des problématiques concrètes. Les chercheurs algériens travaillent notamment sur la fabrication de plastiques biosourcés, plus respectueux de l'environnement, ou sur l'utilisation des fluides supercritiques dans les secteurs pharmaceutiques et industriels.

Cette dynamique scientifique s'inscrit dans le cadre de l'initiative des alliances arabes, qui vise à structurer des réseaux d'excellence régionaux. L'Union des Conseils arabes de la recherche scientifique assure la coordination logistique et stratégique des projets, tandis que les institutions algériennes garantissent un accompagnement opérationnel solide.

Depuis l'adoption de la Stratégie arabe pour la recherche scientifique (2017), les pays membres de la Ligue arabe s'efforcent de mutualiser leurs efforts pour renforcer la mobilité des chercheurs, stimuler la participation du secteur privé et améliorer la pertinence des recherches vis-à-vis des besoins économiques de la région. Dans ce contexte, l'Algérie s'impose comme un acteur central de l'écosystème scientifique régional. La sélection de ses projets témoigne d'une reconnaissance méritée pour ses engagements durables en faveur de l'innovation. À travers ces nouvelles alliances, c'est tout un écosystème de recherche arabe qui se structure, avec l'ambition de faire émerger des réponses collectives aux défis de demain.

R.N.

POUR RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE

L'Algérie mise sur l'aviation verte

Le secrétaire d'État chargé des énergies renouvelables a rappelé la contribution de son secteur dans le développement du SAF (carburant d'aviation durable) à travers des projets pilotes portant sur la production du kérosène et du méthanol verts.

Une rencontre sur le thème de « l'environnement et l'aviation durable » a été organisée hier au siège de la compagnie Air Algérie à Alger. Le rendez-vous a vu la participation de plusieurs officiels dont Said Sayoud, Nadjiba Djilali et Nouredine Yassa, respectivement ministres des Transports, de l'Environnement et secrétaire d'État chargé des énergies renouvelables. Dans son intervention, le ministre des Transports a exposé les principaux axes de la stratégie de son département. Il s'agit notamment, dit-il, du renouvellement de la flotte aérienne avec l'acquisition de nouveaux avions ayant une meilleure performance environnementale, de l'encouragement de l'utilisation des énergies propres et du renforcement de l'infrastructure aéroportuaire de manière à ce qu'elle soit en adéquation avec les normes internationales en la matière. De son côté, Nouredine Yassaa a



déclaré à la même occasion que l'Algérie a entamé la réalisation d'un projet ambitieux de développement des énergies renouvelables visant à produire 15 000 mégawatts à l'horizon 2035. Il a avancé que la capacité mise en place a atteint 600 mégawatts à la fin de l'année 2023. Il a été question de 20 stations solaires réalisées à travers les

wilayas d'une capacité de 3200 mégawatt. Cela en plus de la station solaire de Tindouf dont l'objectif est de répondre aux besoins de la région et ceux des projets de la mine de Gara Djebilat. Le secrétaire d'État chargé des énergies renouvelables a rappelé la contribution de son secteur dans le développement du SAF (carburant

d'aviation durable) à travers des projets pilotes portant sur la production du kérosène et du méthanol verts. Selon lui, l'utilisation de ces carburants propres permettrait de réduire les émissions du secteur de l'aviation de 80 %, conformément aux normes internationales en vigueur dans ce domaine. Nouredine Yassaa a rappelé que la stratégie algérienne de développement de l'hydrogène vert repose sur sept axes. Il s'agit du développement du cadre organisationnel, de l'encouragement de la recherche, du renforcement des partenariats internationaux, à l'exemple du projet TaqatHY avec l'UE et du South2 Corridor de transport de l'hydrogène algérien vers l'Europe. Signalons enfin que la rencontre a été marquée par la tenue d'assises scientifiques et d'ateliers de débat avec la participation de spécialistes et d'acteurs dans le domaine du transport aérien.

M. M.

RENOUVELLEMENT DE FLOTTE

Air Algérie réceptionne ses premiers avions en septembre

Air Algérie commencera à réceptionner ses nouveaux avions, commandés dans le cadre du renouvellement de sa flotte, à compter de septembre prochain, a annoncé hier à Alger son PDG, Hamza Benhamouda.

S'exprimant en marge d'un colloque dédié à l'environnement et à l'aviation durable, organisé au siège de la compagnie, Benhamouda a déclaré que « le programme de réception des nouveaux avions, dont le début était prévu en juin dernier, a été retardé par les construc-

teurs et par certains fournisseurs d'équipements intérieurs des avions, dans le sillage de la crise mondiale que traverse le secteur du transport aérien depuis le début de la pandémie Covid 2019 ».

Selon le PDG d'Air Algérie, la réception de ces 15 nouveaux avions commandés auprès de Boeing et d'Airbus, permettra à la compagnie nationale d'ouvrir de nouvelles lignes avec l'Asie et l'Europe. Benhamouda a cité, à titre d'exemple, le lancement de la ligne Alger-Amsterdam

et d'Alger-Guangzhou (Chine), avant la fin de l'année en cours. Il a indiqué, par ailleurs, que le carburant d'aviation durable (SAF) sera utilisé par les nouveaux appareils, mais l'approvisionnement se fera au niveau des aéroports étrangers. L'utilisation du SAF au niveau des aéroports nationaux sera possible après la finalisation de tous les aspects liés à la production de ce carburant propre en Algérie, dans les prochaines années, a précisé le PDG d'Air Algérie.

M. M.

GOUVERNANCE DU TRAVAIL

L'Algérie préside la Commission des normes de l'OIT

L'Algérie préside la Commission de l'application des normes internationales du travail lors de la 113e session de la Conférence internationale du Travail. L'Algérie, représentée par le Conseiller auprès de la Mission permanente auprès de l'Office des Nations unies à Genève Belgacem Tabai, a présidé la Commission de l'application des normes internationales du travail dans le cadre des travaux de la 113e session de la Conférence internationale du Travail, qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 3 au 13 juin en cours.

UNE RECONNAISSANCE DE L'ENGAGEMENT DE L'ALGÉRIE

Cette élection constitue une reconnaissance de l'engagement constant de l'Algérie envers les normes internationales du travail ainsi que de sa contribution active au sein du système multilatéral de l'Organisation internationale du Tra-

vail (OIT). Dans son allocution à l'occasion de l'adoption du rapport de la Commission, le président de la Commission a souligné que «cette élection reflète la confiance dont jouit l'Algérie auprès des États membres et des partenaires sociaux». Il a également rappelé que «la Commission de l'application des normes constitue l'un des piliers fondamentaux du système de contrôle de l'OIT depuis 1926, en tant qu'espace tripartite consacré au respect des normes internationales et à la promotion des droits fondamentaux des travailleurs».

L'EXPÉRIENCE POSITIVE DE L'ALGÉRIE

Le président de la Commission a mis en avant «l'expérience positive de l'Algérie en matière de coopération avec les organes de contrôle, notamment à travers la soumission régulière des rapports relatifs à l'application des conven-

tions ratifiées, ainsi que la réponse aux observations du Comité d'experts par une série de réformes législatives visant à aligner la législation nationale sur les normes internationales». Il a précisé que ces efforts «s'inscrivent dans une politique ambitieuse menée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer le caractère social de l'État algérien, à renforcer le dialogue social, à protéger les droits des travailleurs et à promouvoir la justice sociale». S'agissant des travaux de la Commission au cours de cette session, les délégations participantes ont salué «l'esprit constructif et le respect mutuel qui ont caractérisé les discussions, lesquelles ont abouti à des résultats importants, illustrant concrètement le principe du dialogue tripartite, qui constitue une caractéristique fondamentale du système de contrôle de l'OIT».

TOP DÉPART POUR LE BAC

Plus de 850 000 candidats face à l'épreuve

Les épreuves du baccalauréat 2025 commencent aujourd'hui pour plus de 850 000 candidats qui concourent, à travers 3000 centres d'examen répartis sur l'ensemble du territoire national, pour obtenir le sésame qui ouvre les portes de l'université.

Meriem Kaci

Les examens du BAC, qui s'étaleront sur cinq jours, se dérouleront sous la supervision de plus de 240 000 encadreurs au niveau national. Comme à l'accoutumée, les candidats auront le choix entre deux sujets puisés du programme annuel, dispensé durant l'année scolaire, dans chacune des sept filières, à savoir lettres et philosophie, langues étrangères, sciences expérimentales, mathématiques, technique-mathématiques, gestion et économie, ainsi que les arts. Au cours de la première journée, tous les candidats passeront l'épreuve de la langue arabe. Ceux des filières lettres et philosophie auront droit à cinq heures d'examen, tandis que ceux de langues étrangères auront quatre heures pour résoudre le sujet. Quant aux candidats des autres filières, un volume horaire de 3 heures leur est consacré. L'après-midi, tous les candidats passeront l'épreuve d'éducation islamique. Selon le ministère de l'Éducation nationale, toutes les



mesures organisationnelles ont été prises afin d'assurer le bon déroulement des épreuves. À cet effet, le ministre, Mohamed-Seghir Saadaoui, avait donné, la semaine dernière, une série d'orientations en vue de la dotation de ces structures «de tous les équipements et moyens

nécessaires». Il a notamment insisté sur «l'instauration d'un climat de transparence, de régularité et de discipline» au niveau des centres d'examen. Ainsi, et pour faciliter davantage les démarches des candidats au baccalauréat, l'Office national des examens et concours

(ONEC) a assuré que les sites dédiés au téléchargement des convocations pour les examens écrits demeureront accessibles jusqu'à la fin des épreuves pour permettre aux candidats de récupérer leurs convocations en cas de perte. L'ONEC a également exhorté les candidats à

repérer à l'avance le centre d'examen où ils sont inscrits, afin d'éviter tout retard, ainsi qu'à se munir de leur convocation et de la carte nationale d'identité pour les présenter à l'entrée du centre d'examen durant toute la période du bac. Le ministère de l'Éducation a, en outre, exhorté les candidats à «éviter d'interagir avec les faux sujets circulant sur les réseaux sociaux», les invitant à «se concentrer plutôt sur la révision et la préparation de cet examen». S'agissant des mesures visant à garantir la transparence de l'examen, il est rappelé aux candidats «l'interdiction stricte d'utiliser ou d'introduire dans les centres d'examen tout moyen de communication», notant que la loi prévoit des sanctions à l'encontre de toute personne se présentant à la place d'un autre candidat. Afin de sécuriser ces épreuves et garantir leur bon déroulement, quelque 22 000 agents de la Protection civile et 24 000 agents de l'ordre seront mobilisés et répartis à travers les centres d'examen. **M.KA**

BOUALAM AMOURA, SG DU SYNDICAT AUTONOME DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION (SATEF) :

«L'examen du bac sera totalement sécurisé»

Propos recueillis par Meriem Kaci

Dans cet entretien, le SG du syndicat autonome des travailleurs de l'éducation (SATEF) se montre confiant quant à la capacité des autorités compétentes à assurer le bon déroulement des examens du bac. L'enseignant en mathématiques nous explique également pourquoi les élèves ont un problème avec cette matière et propose de réintroduire le cours de la logique et les méthodes de démonstrations, supprimés du programme scolaire il y a de longues années.

L'EXPRESS : LES ÉPREUVES DU BAC COMMENCENT AUJOURD'HUI. COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LES CONDITIONS DANS LESQUELLES SE PRÉPARE CET EXAMEN NATIONAL ?
Boualam Amoura : Bien que le ministère dispose de femmes et d'hommes qui ont toujours relevé le défi de l'organisation des examens officiels, il n'en demeure pas moins qu'on relève toujours des insuffisances, à l'exemple du manque d'eau fraîche dans certains centres d'examen, de l'absence de climatisation, notamment dans les wilayas du sud connues pour leur chaleurs caniculaires, et aussi de la qualité piètre du repas froid offert aux candidats. Il faut revoir ce système de restauration en signant des conventions avec des traiteurs. Nous avons également un problème dont personne ne parle. Il s'agit des candidats libres qui n'ont le droit ni à la restauration ni au transport. Il faut aussi

remédier à ce problème, en invitant les candidats libres à payer et à bénéficier de la restauration et de l'hébergement.

QU'EN EST-IL DE L'ASPECT LIÉ À LA SÉCURISATION DES EXAMENS DU BAC ?
D'après l'expérience acquise, l'examen du bac sera totalement sécurisé, en termes de transport, de sauvegarde et de distribution des sujets. D'ailleurs, au cours des dernières années, aucune fuite de sujet n'a été enregistrée. Je dirai donc que, même pour cette session, il n'y aura pas de problème de sécurisation de l'examen du bac.

MAIS DES CAS DE FRAUDE ET DES CONDAMNATIONS ONT ÉTÉ ENREGISTRÉS AU BEM, BIEN QUE LA JUSTICE FRAPPE D'UNE MAIN DE FER. POURQUOI LE RECOURS À LA TRICHE, SELON VOUS ?
Certains candidats sont tentés par la triche. Et il ne faut pas oublier que les candidats sont soumis à 5 jours de stress quotidien et ont beaucoup de matière sur lesquelles ils seront examinés. C'est pour cela qu'ils sont tentés par la triche. Le SATEF a proposé la réorganisation du baccalauréat avant d'aller vers une refonte de l'enseignement secondaire. Ce qu'on regrette également est le recours des autorités à une solution extrême ; celle des coupures d'internet pendant les épreuves du baccalauréat pour lutter contre ce phénomène, alors que le ministère s'engage à équiper les centres d'examens des brouilleurs pour lutter contre la fraude lors des examens nationaux. Concernant les mesures prises pour la crédibilité des examens nationaux, le SATEF désapprouve les sanctions pénales et se positionne en faveur des sanctions administratives.

On ne peut concilier l'emprisonnement, notamment, de mineurs pour le délit de triche. Nous sommes pour l'exclusion immédiate de ceux pris en flagrant délit de triche et leur privation de la possibilité de repasser l'examen pendant une période déterminée.

VOUS ÊTES ENSEIGNANT DE MATHÉMATIQUES. CETTE MATIÈRE EST CONSIDÉRÉE COMME DIFFICILE PAR DE NOMBREUX CANDIDATS...
L'enseignement des maths a beaucoup changé en Algérie. Nous sommes passés d'un enseignement basé sur l'analyse, la logique et les théorèmes à une approche d'enseignement digne d'une matière littéraire que scientifique qui empêche l'élève de faire appel à son intelligence. La suppression du cours de logique du système éducatif algérien a fait que l'élève d'aujourd'hui ne fait qu'apprendre, alors que c'est une démarche fautive en mathématiques. C'est pour cela d'ailleurs que les élèves sont constamment confrontés à des difficultés avec les sujets de maths proposés aux examens nationaux. Les candidats souhaitent que les sujets soient une copie conforme à ce qui est fait en classe, alors que les maths ne se limitent pas à la mémorisation, son apprentissage implique la compréhension des concepts, la résolution de problèmes et le développement d'un raisonnement logique. Nous demandons vivement la réintroduction du cours de logique et des méthodes de démonstration.

DEPUIS 2021, LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ADOPTE UN MODE D'ORIENTATION BASÉ SUR LE CALCUL DE LA MOYENNE PONDÉRÉE. AU DÉPART, DES VOIX SE SONT ÉLEVÉES POUR

RÉCLAMER SA SUPPRESSION. QU'EN PENSE LE SATEF ?
La moyenne pondérée permet de mieux cerner les capacités du bachelier. Pour prétendre aux spécialités médicales et sciences vétérinaires, l'élève doit avoir d'excellentes notes en matières essentielles, d'autant que l'élève de classe terminale n'a pas le profil d'un élève scientifique. Lorsqu'on calcule la somme des coefficients des matières non essentielles, on trouve qu'elle est supérieure à la somme de coefficients des matières essentielles. Raison pour laquelle nous demandons de rester et de reconduire la moyenne pondérée, en attendant la réorganisation du bac et la refonte de l'enseignement secondaire, car, je le répète, l'élève de terminale scientifique n'a pas le profil d'un scientifique ; c'est pour cela qu'on doit aussi revoir les coefficients des matières essentielles.

CINQ FILIÈRES PRINCIPALES SERONT OUVERTES DÈS SEPTEMBRE PROCHAIN, DANS LE CADRE DU BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL. QUEL SERAIT L'IMPACT DE CETTE NOUVEAUTÉ, SELON VOUS ?
Absolument. Il s'agit des filières «énergie et environnement, industries manufacturières, électronique et mécanismes, mécanique et électromécanique, et agriculture». Le bac professionnel fait partie des revendications du SATEF. Son introduction dans le système secondaire va réduire la surcharge des classes, et aussi la déperdition scolaire. Entre le BEM et le BAC, nous avons une déperdition de plus de 650 000 élèves. Ce qui est énorme. Et le lancement d'un bac professionnel va permettre de récupérer un nombre important d'apprenants. **M. KA**

COMMERCE EXTÉRIEUR

Remise des documents de domiciliation bancaire à 230 importateurs

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des documents de domiciliation bancaire à 230 opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation d'équipements et de matériels, indique un communiqué du ministère.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des hautes autorités du pays visant à accompagner les opérateurs économiques, et à faciliter les opérations d'importation destinées à répondre aux besoins du marché national en matériels et équipements nécessaires, notamment ceux destinés à soutenir les activités de production et de services, ajoute la même source.

Par ailleurs, le ministère poursuivra, la semaine prochaine, l'opération de remise des documents de domiciliation bancaire au profit de 1070 autres opérateurs économiques, conclut le communiqué.

LUTTE ANTIACRIDIENNE

Retour des équipes algériennes ayant participé à l'opération en Tunisie

Les équipes algériennes de lutte anti-acridienne ont regagné le pays après avoir participé aux efforts de lutte contre les essaims de criquets en Tunisie, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Une cérémonie d'accueil a été organisée, en présence de responsables et de représentants de plusieurs ministères et instances, en reconnaissance des "grands efforts" déployés par ces équipes relevant du dispositif d'intervention régional de lutte contre le criquet pèlerin, selon le communiqué.

Ont pris part à la cérémonie le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hami Ben Saad, un représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, le secrétaire exécutif de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale, l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie en Algérie et un représentant de l'ambassade de la République tunisienne en Algérie, précise la même source.

Ces équipes, qui ont été dépêchées en Tunisie pour contribuer aux efforts de lutte contre les essaims de criquets dans ce pays, ont été accueillies à leur retour en Algérie "en reconnaissance des grands efforts déployés", dans le cadre de "la coopération fructueuse entre les États membres de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale", dont le siège est à Alger, souligne le ministère.

EPAL

Une délégation des autorités portuaires de Barcelone en visite à Alger

Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre des Transports visant à soutenir la coopération bilatérale et à renforcer les partenariats stratégiques entre les ports algériens et leurs homologues étrangers, le PDG du groupe de services portuaires SERPORT et le PDG du groupe algérien de transport maritime GATMA, ainsi que le PDG du port d'Alger, ont reçu des responsables des autorités portuaires de Barcelone, en Espagne.

Inès B.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des directives du ministre des Transports visant à intensifier la coopération avec les partenaires internationaux, notamment dans les domaines du développement de l'activité portuaire, de l'échange d'expertise et de la capitalisation des expériences réussies en matière de gestion et d'exploitation logistiques.

"Le PDG a présenté un aperçu du développement de l'activité portuaire et des capacités logistiques du port d'Alger. La délégation espagnole a visité les quais en cours de réhabilitation, indique l'EPAL sur sa page officielle Facebook. La visite de terrain s'est poursuivie par une visite du terminal maritime du port d'Alger, conclue par une inspection de la société Djazair Port World, où ils ont été reçus par son PDG. Enfin, les responsables des autorités portuaires de Barcelone ont exprimé leur fierté et leur joie d'être présents dans le port d'Alger.

Cette visite coïncide avec la tenue d'un forum économique de haut niveau du 15 au 17 juin, à Alger. Intitulé « Opportunités de renforcement des relations économiques et commerciales avec l'Algérie », cet événement est organisé par le Club algéro-espagnol du commerce et de l'industrie (CCIAE), en partenariat avec son homologue espagnol



(CCIIHA) et la Chambre de commerce de la région d'Alicante. Il réunira un large éventail d'entreprises et d'institutions économiques des deux pays. Selon les organisateurs, le forum vise à rétablir les ponts commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne, en mettant l'accent sur le renforcement des relations d'investissement et l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération bilatérale, en particulier avec les entreprises espagnoles liées au port d'Alicante, une plateforme stratégique d'exportation vers la rive sud de la Méditerranée. L'événement réunira 30 entreprises algériennes et

18 entreprises espagnoles, ainsi que le port d'Alicante, la Chambre de commerce et d'industrie d'Alicante et les deux clubs de commerce et d'industrie algéro-espagnols. Ce forum représente une occasion précieuse pour les entreprises espagnoles de redécouvrir un marché algérien toujours porteur, malgré les transformations profondes qu'il a connues ces dernières années, tant sur le plan réglementaire qu'au niveau des orientations économiques. Différents ministères seront également représentés, notamment ceux de l'Industrie et du Commerce. Durant ce forum, l'Agence algérienne de

promotion des investissements (AAPI) présentera un exposé aux délégations espagnoles sur l'état de l'investissement en Algérie, à la lumière du nouveau cadre juridique en vigueur. Pour sa part, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) proposera une analyse du climat des affaires dans le pays. Les secteurs ciblés sont nombreux et variés : logistique, transport, commerce extérieur, industrie, services, agriculture, industries agroalimentaires, aquaculture, industrie pharmaceutique, énergies renouvelables, biotechnologie, tourisme et industrie automobile.

COMMERCE

Le projet de modernisation du CNRC sur la table de Zitouni

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a présidé, jeudi à Alger, une réunion consacrée à l'examen de la nouvelle structure organisationnelle du Centre national du registre du commerce (CNRC), ainsi qu'au projet de modernisation de l'extrait du registre du commerce. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la modernisation et du développement des outils de gestion du secteur, en phase avec la transformation numérique.

"Au cours de la réunion, le ministre a écouté une présentation détaillée de la structure organisationnelle proposée du CNRC. M. Zitouni a souligné l'importance de définir précisément les missions et les compétences, d'améliorer la répartition des ressources humaines et d'instaurer le principe de spécialisation au sein des services. Cela permettra d'accroître les performances, d'assurer l'harmonie entre les différentes struc-

tures et de soutenir l'élargissement des missions du Centre, améliorant ainsi la qualité du service public et le climat des affaires", indique un communiqué du CNRC publié sur sa page officielle Facebook. Le ministre a souligné la nécessité d'adapter la nouvelle structure organisationnelle au nouveau modèle de gestion et aux profondes transformations du monde de la gestion moderne. Il devrait également améliorer les performances institutionnelles selon des normes d'efficacité et d'efficacité. Il a souligné que la rationalisation des ressources et l'amélioration de la gouvernance interne sont la voie à suivre pour parvenir à une gestion moderne et efficace au service de l'économie nationale. Concernant le projet de modernisation de l'extrait du registre du commerce et sa conversion en carte à puce numérique, le ministre a souligné que cette transformation s'inscrit dans la vision du Président de la République visant à

réformer le Centre national du registre du commerce, à simplifier les procédures administratives, à renforcer la transparence et à faciliter la vérification et la coordination entre les services.

Dans ce contexte, M. Zitouni a expliqué que le registre du commerce constitue le véritable acte de naissance de toute entreprise ou activité économique. Par conséquent, le développement de son mode de délivrance et la mise à jour de ses mécanismes de gestion constituent une priorité pour faciliter l'accès des clients au marché, simplifier les procédures et renforcer la confiance entre l'administration et les acteurs économiques.

À l'issue de la réunion, le ministre a demandé aux responsables du Centre national du registre du commerce d'impliquer le Haut Commissariat à la numérisation et tous les organismes publics concernés pour enrichir le projet.

I.B.

L'Algérie adhère à l’Institut mondial de la croissance verte

L'Algérie annonce son adhésion à l'accord sur la création de l'Institut mondial de la croissance verte, signé à Rio de Janeiro le 20 juin 2012. Un décret présidentiel vient de sortir dans ce sens dans le dernier numéro du journal officiel.

Inès B.

L'Institut mondial de la croissance verte est créé par le présent accord sous la forme d'une organisation internationale (dénommée «GGGI», pour «Global Green Growth Institute»).

Le siège du GGGI sera situé à Séoul, en République de Corée. Le GGGI promouvra le développement durable des pays en développement et des pays émergents, et notamment des pays les moins avancés, en soutenant et diffusant un nouveau paradigme de croissance économique : la croissance verte, qui est une avancée équilibrée de croissance économique et de durabilité environnementale ; en ciblant des aspects essentiels en matière de performance et de résilience économiques, la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'inclusion sociale, et en matière de durabilité environnementale, tels que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, la protection de la biodiversité et l'accès à une énergie abordable et propre, à l'eau propre et aux sols salubres ; et en créant et améliorant les conditions économiques, environnementales et sociales des pays en développement et des pays émergents, à travers des partenariats entre les pays développés et les pays en développement et les secteurs public et privé.

Afin d'accomplir ses objectifs, le GGGI exercera des types d'activités comme le soutien des pays en développement et des pays émergents dans le domaine du renforcement des capacités pour élaborer et mettre en œuvre des plans de croissance verte au niveau national, provincial ou local en vue de faciliter la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'inclusion sociale ; la poursuite des recherches pour faire progresser la théorie et la pratique de la croissance verte, en tirant notamment parti de l'expérience des gouvernements et industries et la facilitation de la coopération public-privé pour encourager un environnement propice à l'investissement, l'innovation, la production et la consommation économes en ressources et à la diffusion des bonnes pratiques ; Il s'agit aussi de la diffusion des connaissances fondées sur des données probantes et amélioration de la sensibilisation du public à la croissance verte et au développement durable ; et la réalisation de toute autre activité ayant trait aux objectifs du GGGI.

Le GGGI obtiendra ses ressources financières par des contributions volontaires apportées par des membres ; des contributions volontaires apportées par des sources non gouvernementales ; la vente de publications et autres recettes ;



les revenus d'intérêts provenant de fiducies ; et toutes autres sources conformément aux règles financières à adopter par l'assemblée par consensus. Les membres sont encouragés à soutenir le GGGI et à assurer sa stabilité financière par une

contribution volontaire annuelle de financement de base, par un engagement actif dans ses activités ou par tout autre moyen approprié. Pour promouvoir la transparence financière, un audit financier des opérations du

GGGI sera mené chaque année par un auditeur externe indépendant désigné par le conseil. L'audit sera réalisé conformément aux normes internationales en matière d'audit. Les états financiers audités seront mis à la disposition des

membres dès que possible après la clôture de chaque exercice, et au plus tard six mois après cette date, et seront examinés pour approbation par le conseil lors de sa session suivante, selon le cas.

I. B.

AGRICULTURE

Début de la campagne moisson-battage dans les wilayas du Nord

La campagne moisson-battage 2024-2025 a débuté, jeudi, à travers les wilayas du nord du pays, dans de bonnes conditions grâce à une saison marquée par une importante pluviométrie, une aisance de stockage et de transport des céréales et un appui accru aux agriculteurs en matière d'irrigation, de matériel, de simplification des procédures administratives et de garantie des financements, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ce qui augure d'une récolte abondante.

Les services agricoles locaux au niveau des wilayas concernées annoncent des prévisions positives concernant la production de la saison actuelle, dont le coup d'envoi officiel sera donné samedi prochain à partir de la wilaya de Chlef, selon l'APS.

En effet, ces services prévoient la production d'un million de quintaux de différents types de céréales dans la wilaya de Tiaret, de 400 000 quintaux à Annaba, de plus de 192 000 quintaux à Tizi Ouzou, de plus de 90 000 quintaux à Blida, de 72 000 quintaux à El Bayadh, de près de 47 000 quintaux à Oran et autant dans d'autres wilayas, dont Sidi Bel Abbès, Mila et Djelfa.

Au titre de la saison agricole actuelle, une superficie de plus de trois (3) millions d'hectares a été consacrée à la culture céréalière, dont plus d'un million d'hectares pour la culture du blé dur et plus d'un million d'hectares pour l'orge.

Par ailleurs, 4,2 millions de quintaux de semences certifiées ont été mis à disposition afin de répondre à la demande enre-

gistrée.

Dans les wilayas du sud, où la campagne moisson-battage a été lancée en mai dernier sur une superficie cultivée avoisinant les 150 000 hectares (+40 000 hectares par rapport à la précédente saison agricole), des résultats positifs ont été enregistrés, selon les responsables locaux.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, avait déclaré que l'enjeu de la campagne labours-semences de la saison actuelle consiste à «faire de 2025 la dernière année d'importation de blé dur et de 2026 la dernière année d'importation d'orge», conformément aux engagements du président de la République, qui a fait de la sécurité alimentaire un enjeu stratégique.

Outre des conditions climatiques favorables, la saison actuelle bénéficie d'une augmentation des capacités de stockage, grâce à la mise en service de centres de proximité et de nouveaux silos et au renforcement du parc national de transport des céréales.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national visant à renforcer les capacités de stockage de céréales, prévoyant la réalisation de 350 centres de stockage de proximité, d'une capacité de 50 000 quintaux chacun, soit une capacité totale de stockage de 17,5 millions de quintaux, la réalisation de 30 silos de stockage de céréales à long terme, d'une capacité de 250 000 quintaux chacun, et la levée du gel sur 16 silos suspendus depuis 2016. Ainsi, la capacité nationale totale de

stockage de céréales passera de plus de 4 millions de tonnes actuellement à plus de 9 millions de tonnes avec l'entrée en service des nouveaux silos (d'une capacité de 5 millions de tonnes).

Pour garantir davantage de transparence, le président de la République avait ordonné le transfert des projets de silos de stockage de céréales aux walis de la République, soulignant que l'extension des capacités de stockage constituait l'un des axes de la nouvelle politique de l'État et de sa vision prospective en matière de sécurité alimentaire.

L'État a également revu à la hausse le prix d'achat des céréales et des légumineuses auprès des agriculteurs et augmenté le taux de subvention des engrais à 50 % de leur prix de référence, afin d'atténuer les effets de la hausse de leurs prix sur les marchés internationaux.

De plus, plusieurs facilités bancaires ont été accordées et les crédits agricoles généralisés au profit des agriculteurs à travers l'ensemble des banques publiques.

Qui plus est, le parc de transport relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OaIC) a été renforcé avec la mobilisation de 120 nouveaux camions de grand tonnage, qui s'ajoutent à son parc comptant plus de 1 500 camions.

Il est à noter que l'Algérie a réussi à atteindre l'autosuffisance dans la production de blé dur à hauteur de 80 % et qu'elle vise une autosuffisance totale en cette denrée vitale, notamment à travers la réalisation de grands projets dans le sud du pays dans le cadre du partenariat.

MISE EN VALEUR DES TERRES DANS LE CADRE DE LA CONCESSION

L'ONTA ouvre les inscriptions à Tamanrasset, El-Bayadh et Sidi Bel Abbes

Selon l'ONTA, cette opération s'inscrit dans le cadre du huitième portefeuille foncier de mise en valeur, conformément aux dispositions du décret exécutif 21-432, définissant les conditions et modalités d'attribution des terres relevant du domaine privé de l'Etat, à mettre en valeur dans le cadre de la concession.

L'Office national des terres agricoles (ONTA) a annoncé, mercredi, le lancement des inscriptions via sa plateforme numérique au profit des jeunes et des investisseurs désirant accéder au monde de l'agriculture et bénéficier de terres pour leur mise en valeur, d'une superficie globale de plus de 54.000 ha répartie à travers les wilayas de Tamanrasset, El-Bayadh et Sidi Bel Abbes. Dans un communiqué publié sur son site électronique, l'ONTA a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre du huitième portefeuille foncier de mise en valeur, conformément aux dispositions du décret exécutif 21-432, définissant les conditions et modalités d'attribution des terres relevant du domaine privé de l'Etat, à mettre en valeur dans le cadre de la concession. La superficie globale de ce portefeuille foncier s'élève à 54.643 ha, répartie à travers les wilayas de Tamanrasset, El-Bayadh et Sidi Bel Abbes, selon la même source. Une superficie de 116 ha a été affectée dans la wilaya de Tamanrasset, répartie sur 5 périmètres, au profit des jeunes pour diverses cultures, à travers les communes de Tamanrasset, Ain Amguel et



Abelsa. Quant à la wilaya d'El-Bayadh, une superficie de 44.005ha a été allouée, répartie à travers les communes de Brezina et Labiod Sidi Cheikh, et dédiée à la culture des pommes de terre destinées à la consommation, des semences de pommes de terre, ainsi que du maïs, sachant que la

superficie attribuée ne doit pas dépasser 1000ha pour chaque dossier. Une superficie de 10.522 ha a été consacrée à la wilaya de Sidi Bel Abbes, dans la commune de Marhoum, dédiée à la céréaliculture et à l'arboriculture fruitière, en fixant la superficie maximale pour chaque dossier à 500ha. Les

inscriptions s'étaleront sur 30 jours à compter de ce mercredi, via le site électronique officiel: onta.dz, ajoute le communiqué. Pour d'amples informations sur cette opération, l'ONTA a mis le lien suivant au service des concernés: [s://onta.dz/perimetres-onta-432-ar](http://onta.dz/perimetres-onta-432-ar).

COUP D'ENVOI OFFICIEL DE LA SAISON ESTIVALE 2025

Défilé de voiture de collection à Sidi Bel-Abbes

Le coup d'envoi officiel de la saison estivale 2025 a été donné, jeudi soir à Sidi Bel-Abbes, à travers un défilé spectaculaire d'environ cent voitures de collection, avec la participation de 20 wilayas. Cet événement s'inscrit dans le cadre d'un programme de sensibilisation et de promotion touristique visant à dynamiser la saison estivale, selon le directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Tayebi Zaidi. Le même responsable a précisé que la cérémonie de lancement s'est déroulée devant le siège de la direction du Tourisme et de l'Artisanat, avant que le cortège ne passe par la place El-Wiam, pour se diriger vers sa destination finale : le lac de Sidi Mohamed Benali, considéré comme l'un des principaux sites naturels touristiques de la région. Cette activité, qui se poursuit, vendredi, s'inscrit dans la stratégie de promotion des circuits touristiques intérieurs et de valorisation du tourisme écologique et culturel. Selon la même source, cette initiative vise à relancer la dynamique touristique au niveau de la wilaya et à renforcer le lien entre tourisme, patrimoine et culture locale, tout en mettant en avant la nécessité de l'implication des acteurs locaux et des partenaires issus de différentes wilayas du pays dans la promotion du tourisme national. La manifestation a été marquée par une forte pré-

sence de représentants de la société civile, d'institutions actives dans le domaine touristique ainsi que de nombreux citoyens venus admirer le cortège et profiter des animations organisées à cette occasion. La saison estivale à Sidi Bel-Abbes se poursuivra avec une série d'expositions, d'activités culturelles et de loisirs destinées à créer des espaces d'attractivité pour les habitants de la wilaya, ainsi que pour ses visiteurs.

ET RACCORDEMENT DE 677 EXPLOITATIONS AGRICOLES AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE
Un total de 677 exploitations agricoles a été raccordé au réseau électrique agricole dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, depuis le lancement de ce programme, en mars 2021, a-t-on appris de la Direction de distribution de la société Sonelgaz. La chargée de l'information et de la communication, Fouzia Saboundji, a précisé que les dernières opérations ont permis de raccorder 110 nouvelles exploitations agricoles dans le cadre d'un quota supplémentaire. Dans cette optique, "un réseau électrique de moyenne tension d'une longueur de 56,68 km et un autre de basse tension de 27,15 km ont été réalisés, en plus de l'installation de 75 nouveaux transformateurs électriques,

entièrement destinés à alimenter ces exploitations en énergie", a-t-elle fait savoir. La même source a ajouté, que ces projets réalisés s'inscrivent dans trois programmes principaux, relevant que "97 exploitations ont été raccordées dans le cadre du programme de soutien à l'agriculture, 253 via le programme du Fonds commun des collectivités locales, tandis que 327 exploitations ont bénéficié d'un raccordement dans le cadre du programme de l'électricité agricole". Par ailleurs, dans le cadre des mesures de facilitation et d'accompagnement, la société Sonelgaz a mis en place plusieurs mécanismes incitatifs, notamment l'anticipation de la réalisation des études techniques, le démarrage immédiat des travaux après validation du devis quantitatif et estimatif, la possibilité de paiement échelonné, ainsi que la mise en service, avant le paiement de l'acompte sur la consommation, a expliqué la même source. Ces projets réalisés sur le terrain traduisent l'engagement de la direction de Distribution de Sidi Bel-Abbes à concrétiser les orientations des hautes autorités du pays, visant à encourager l'activité agricole et à garantir une sécurité alimentaire durable, à travers la généralisation de l'utilisation de l'électricité pour l'irrigation agricole, a précisé la même source.

FONÇAGE DE FORAGES D'IRRIGATION AGRICOLE

Plus de 190 autorisations à Oum El Bouaghi depuis début 2025

Un total de 192 autorisations a été accordé depuis le début de cette année 2025 à la fin du mois de mai passé pour le fonçage de forages destinés à l'irrigation agricole dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris auprès du directeur local de l'hydraulique, Halim Bessaïh. Le même responsable a précisé à l'APS que ces autorisations de fonçage de puits de profondeur allant de 80 à 200 mètres ont été délivrées par le guichet unique de la direction de l'hydraulique à des agriculteurs de toutes les communes de la wilaya. Près de 30 % des bénéficiaires de ces autorisations ont terminés les travaux de fonçage, a souligné M. Bessaïh qui a indiqué que l'objectif de l'octroi des autorisations est de fournir des ressources en eau aux agriculteurs et soutenir la production agricole dans la wilaya. Le même responsable a précisé que la liste des sites de protection de la nappe phréatique a été actualisée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi qui compte 11 régions classées au rouge où le fonçage de puits est interdit du fait de la baisse du niveau de la nappe.

TIARET

Saisie de plus de 4 kg de drogue et plus de 4.000 comprimés de psychotropes

Les services de police de la wilaya de Tiaret ont récemment saisi 4,350 kg de drogue (kif traité) et 4.380 comprimés de psychotropes, et procédé à l'arrestation de cinq individus dans deux opérations distinctes, a-t-on appris, vendredi, auprès de la direction de la Sûreté de wilaya. Selon la même source, les deux affaires ont été traitées par la brigade de recherche et d'intervention relevant du service de wilaya de la police judiciaire. La première opération a été menée suite à des informations faisant état de l'existence d'un réseau criminel organisé s'apprêtant à introduire une cargaison de drogue à des fins de commercialisation dans les quartiers de la ville de Sougueur. Quatre suspects ont été arrêtés à bord d'un véhicule à l'entrée de la ville de Takhmaret, en possession de 4,350 kg de kif traité. La deuxième affaire concerne des informations reçues par la même brigade au sujet d'un individu tentant de transporter une quantité de comprimés de psychotropes de la ville de Sougueur vers Tiaret. Un point de contrôle a été mis en place sur la route reliant les deux villes. Le suspect a été intercepté à bord d'un véhicule. Une fouille corporelle et une perquisition du véhicule ont permis la saisie de 4.380 comprimés de type Prégabaline 300 mg. Des procédures judiciaires ont été engagées à l'encontre des cinq individus arrêtés pour les chefs d'accusation de détention et transport de drogue (kif traité) en vue de la vente, ainsi que détention de substances psychotropes à des fins de commercialisation, selon la même source sécuritaire.

NAVIRE DE RECHERCHE
«GRINE BELKACEM»

33 campagnes au service de la recherche océanographique en Algérie

Le navire «Grine Belkacem», spécialisé dans la recherche océanographique, a effectué 33 campagnes scientifiques dans les eaux territoriales algériennes depuis sa mise en service en 2011, a-t-on appris mercredi, du directeur du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), Nabil Bouflih. »Ces 33 campagnes ont été menées par des chercheurs du CNRDPA à bord du navire scientifique Grine Belkacem entre 2011 et 2024», a indiqué le directeur de ce centre, sis à Bou Ismail (Tipasa), lors d'une Journée d'étude organisée à l'occasion de la Journée mondiale des océans (8 juin).

Il a souligné que huit (8) parmi ces campagnes de recherche, ont été consacrées, entre 2012 et 2021, à l'évaluation des ressources marines de petite taille (halieutiques) le long du littoral algérien, en utilisant la méthode acoustique. Un fait ayant permis une identification scientifique des stocks halieutiques et une exploitation rationnelle de ces ressources, selon la même source.

Le navire Grine Belkacem a également mené 11 campagnes nationales pour évaluer la ressource halieutique en haute mer, en plus d'avoir effectué des campagnes d'exploration acoustique et de mesure de la profondeur des grands fonds marins (jusqu'à 3000 mètres), dans la zone comprise entre Skikda et Alger.

Selon le Pr. Bouflih, également enseignant-chercheur dans le domaine, l'objectif visé par ces campagnes est de «souligner l'impératif de préserver les richesses marines et océaniques sous toutes leurs formes, et de promouvoir leur exploitation rationnelle, sans nuire à l'équilibre des mers. Ce qui nécessite notamment le respect des périodes de repos biologique, car il s'agit de ressources naturelles nécessitant des périodes de régénération». Il a aussi mis en avant l'importance accordée par les Nations unies à la sensibilisation à la protection des ressources naturelles marines et océaniques, et la diffusion des concepts de développement durable et de gestion responsable des ressources marines. Les pouvoirs publics, à travers le ministère de tutelle, ont entrepris de nombreuses mesures pour préserver la ressource halieutique, a fait savoir Pr. Bouflih, citant notamment la promotion de l'aquaculture en eaux douces et salées, ainsi que l'encouragement de la pêche en haute mer, qui sont «des alternatives visant à garantir la disponibilité du poisson pour les consommateurs et à réduire la pression sur la pêche côtière», a-t-il assuré. Long de 40 mètres, le navire de recherche Grine Belkacem est une plate forme technologique essentielle pour toutes les disciplines des sciences de la mer. Il est équipé de systèmes de navigation et d'instruments maritimes modernes lui permettant de mener des campagnes en haute mer d'une durée de 30 jours, avec 25 personnes à bord, dont 11 chercheurs effectuant des recherches et études océanographiques à travers l'Algérie, selon la fiche technique du navire.

CANDIDATS AU BACCALAURÉAT

Bien manger pour mieux se concentrer

Bien manger est une clé souvent sous-estimée de la réussite. Un bon petit-déjeuner, une bonne hydratation et un esprit clair, le bac se joue aussi dans la tête et dans l'assiette. Une alimentation équilibrée permet de stabiliser l'humeur, d'améliorer la concentration et de favoriser un sommeil réparateur.



Ce matin, des centaines de milliers de lycéens franchissent les portes des centres d'examen pour passer les épreuves du baccalauréat. L'enjeu est de taille : rester concentré, gérer le stress et tenir toute la journée. Mais pour cela, un facteur souvent négligé par les candidats, l'alimentation. Bien manger est une clé souvent sous-estimée de la réussite. Un bon petit-déjeuner, une bonne hydratation et un esprit clair, le bac se joue aussi dans la tête et dans l'assiette. En effet, s'il y a bien quelque chose qu'il ne faut pas oublier pour être en pleine forme pendant les épreuves, c'est de manger, conseillent les nutritionnistes. Il faut savoir que le cerveau ne représente que 2

% du poids du corps, mais il consomme près de 20 % de notre énergie. Sa source principale de carburant ? Le glucose, issu des glucides présents dans notre alimentation. En période de stress intense, comme celle du bac, les besoins du cerveau augmentent.

Une alimentation déséquilibrée peut entraîner des baisses de concentration, des troubles de la mémoire et de la fatigue. Alors comment faire en sorte d'avoir de l'énergie et d'éviter d'avoir faim pendant les heures d'examen? «D'abord, il ne faut pas innover, ce n'est pas le moment de tester un nouveau plat ou des saveurs inconnues qui pourraient provoquer des ballonnements ou un inconfort gas-

trique», expliquent les experts qui mettent en avant les bienfaits d'une alimentation saine pour le cerveau. Un petit déjeuner sauté ou un déjeuner déséquilibré peuvent provoquer fatigue, baisse de concentration et trous de mémoire. Manger correctement et de manière équilibrée, est un moyen d'optimiser sa concentration. Ainsi, avant une épreuve, il est recommandé de prendre un petit-déjeuner protéiné car les protéines telles que les œufs ou les produits laitiers, stimulent l'attention. Exit les viennoiseries et les gâteaux qui provoqueront «un pic de glucose dans l'heure qui suit, puis un coup de barre et une fringale. Il est bon aussi de penser à emporter un en-cas pendant l'épreuve, si la faim

revient, pour ne pas se retrouver l'estomac vide. Des amandes, quelques fruits secs, une banane ou encore «un aliment doudou, quelque chose qui vous fait du bien comme du chocolat» sont également à prévoir. L'eau est également un allié indispensable. «Une légère déshydratation peut faire chuter la concentration et augmenter la sensation de fatigue», rappellent les experts. Objectif : 1,5 à 2 litres par jour. Les sodas et boissons énergisantes sont à bannir car ils provoquent un pic d'énergie, suivi d'une chute brutale. En somme, une alimentation bien pensée est un atout pour la réussite, une stratégie efficace pour aider le cerveau à donner le meilleur de lui-même. **A.B.**

ASSOCIATION ALGÉRIENNE DE RECHERCHE EN MÉDECINE

Plus de 350 participants au 4e Forum Ouest organisé à Oran

Plus de 350 médecins, spécialistes de la santé et chercheurs universitaires venus de 22 wilayas du pays ont pris part aux travaux du 4e Forum Ouest de l'Association algérienne de recherche en médecine, ouvert vendredi à Oran. Cet événement scientifique vise à discuter des dernières avancées dans le domaine médical, toutes spécialités confondues, a souligné le président de l'Association, Dr Mohamed Laïfa, lors de son allocution d'ouverture. Il a été précisé que les participants présenteront les résultats les plus récents de la recherche, ainsi que les traitements les plus innovants, dans le cadre de la mise à jour des connaissances des professionnels de santé et de la formation continue des jeunes médecins.

Ce forum a pour objectif de renforcer une approche multidisciplinaire à l'échelle nationale pour faire face aux défis sanitaires, notamment le cancer, les maladies métaboliques et infectieuses, entre autres, a ajouté Dr Laïfa. Il

a également affirmé que cette manifestation représente «une expression de notre engagement à contribuer à la recherche clinique en Algérie, une étape cruciale dans la collecte, l'analyse et la valorisation des résultats de recherches menées collectivement ». L'Association algérienne de recherche en médecine accueille, en tant qu'organisation scientifique, non seulement des professionnels de santé mais aussi des universitaires menant des recherches liées au domaine médical. Au cours du forum, plusieurs interventions ont été présentées sur de nouveaux traitements et des approches innovantes de prise en charge de certaines maladies. Dans ce cadre, le Pr Mohamed Seddik Hamdaoui, spécialiste en diabétologie à l'hôpital universitaire «EHU 1er Novembre 1954 », a mis en avant les nouveaux axes thérapeutiques du diabète, visant une meilleure prise en charge, comme les traitements injectables innovants tels que les agonistes des récepteurs GLP-1

et l'insuline à action prolongée, permettant une régulation optimale de la glycémie. De son côté, le Pr Merad Mohamed Samir, du service d'endocrinologie et diabétologie du CHU d'Oran, a évoqué la prise en charge des dyslipidémies chez les diabétiques en 2025, un domaine en constante évolution intégrant les avancées scientifiques, les recommandations internationales et les nouvelles options thérapeutiques. Cette prise en charge repose notamment sur une évaluation personnalisée des risques cardiovasculaires à l'aide d'outils avancés tenant compte de facteurs génétiques, de biomarqueurs, d'imageries médicales, ainsi que d'un meilleur ciblage des profils lipidiques atypiques et de facteurs de risque spécifiques (hypertension, antécédents familiaux). D'autres présentations ont également été faites, telles que «Les probiotiques en oncologie », «Les facteurs de risque d'addiction chez les adolescents »et «Le déficit immunitaire primaire chez l'enfant ».

CRASH DU BOEING 787 D'AIR INDIA

279 morts et un seul survivant

Le crash du Boeing 787 d’Air India, jeudi 12 juin à Ahmedabad en Inde, a fait au moins 279 morts, selon un nouveau bilan, qui prend en compte les victimes à bord de l’avion et celles de la zone résidentielle dans laquelle l’appareil s’est écrasé. Seul un des passagers assis à l’avant de l’appareil a miraculeusement survécu au crash et a pu s’extirper de ses débris, blessé.



Il s’agit de la catastrophe aérienne la plus meurtrière au monde depuis 2014. L’accident du Boeing 787 d’Air India survenu jeudi 12 juin 2025 à Ahmedabad, dans le nord-ouest de l’Inde, a fait 279 morts, selon un nouveau bilan, encore provisoire, publié ce samedi 14 juin. C’est le nombre de corps acheminés à l’hôpital de la ville depuis la catastrophe, a indiqué une source policière, citée par des médias. Le précédent bilan faisait état de 274 victimes, passagers et

membres d’équipage de l’avion ou victimes tuées au sol par sa chute. Le vol 171 d’Air India s’est écrasé jeudi son décollage à 13h39 (08h09 GMT) à destination de l’aéroport londonien de Gatwick, selon l’aviation civile indienne. Il avait émis un appel de détresse presque aussitôt après avoir quitté le sol, avant de percuter un quartier résidentiel d’Ahmedabad situé au-delà de l’aéroport, dont une résidence de médecins et d’étudiants d’un

hôpital voisin. Selon l’aviation civile indienne, le Boeing 787 avait embarqué 230 passagers - 169 Indiens, 53 Britanniques, 7 Portugais et un Canadien - et douze membres d’équipage. Seul un des passagers assis à l’avant de l’appareil a miraculeusement survécu au crash et a pu s’extirper de ses débris, blessé. « Je n’arrive toujours pas à croire comment j’ai pu sortir vivant de tout ça », a raconté à la télévision indienne Vishwash Kumar Ramesh, un Britannique d’origine indienne

de 40 ans. Le ministre indien de l’Intérieur, Amit Shah, a indiqué que le bilan définitif de la catastrophe, l’une des plus meurtrières dans le monde depuis 2000, serait rendu public une fois réalisées toutes les identifications ADN des victimes. Les enquêteurs ont récupéré vendredi une des deux boîtes noires de l’avion, l’enregistreur des données de vol, et continuaient samedi à fouiller le site pour retrouver la seconde, l’enregistreur des conversations du cockpit.

RD CONGO

Au moins 40 morts dans un naufrage sur un lac dans le nord-ouest

Un naufrage survenu mercredi sur un lac dans le nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC) a fait au moins 40 morts et un nombre encore indéterminé de disparus, selon un bilan provisoire communiqué vendredi par le ministre de l’Intérieur de la province de l’Equateur. Le naufrage de "trois grandes pirogues attachées" a eu lieu sur le lac Ntomba (ou Tumba). "Nous avons retrouvé, pour l’instant, 40 corps sans vie, des dizaines de rescapés, il y a aussi un nombre encore indéterminé de disparus", a déclaré aux médias Crispin Mputu Molia, ministre provincial de l’Intérieur. Un responsable de la société civile locale, Dieu-Merci Akula, a avancé un bilan de 54 morts. "Hier, nous avons 52 morts et ce matin, deux autres corps ont été retrouvés", a-t-il dit. Le convoi transportait le corps d’une dame décédée, ainsi que "plus de 200 personnes" qui se rendaient aux funérailles à Ikoko-Bonginda, un village du territoire de Bikoro, à 147 km de Mbandaka, capital provincial, ont expliqué les deux sources. Selon des témoins, "des vagues brusques" sont survenues sur le lac, "les conducteurs n’étaient pas en mesure de faire face" à cette situation, a indiqué le ministre Mputu, ajoutant que "les enquêtes détermineront les raisons exactes du naufrage". Des dizaines de rescapés ont été enregistrés depuis mercredi, mais en l’absence du manifeste (le document contenant la liste complète des passagers), "il est difficile de dire s’il y avait surcharge ou non", a ajouté M. Mputu Molia.

TCHAD

La crise des réfugiés soudanais atteint un "point de rupture"

L’arrivée massive de réfugiés fuyant la guerre au Soudan pousse l’est du Tchad "à son point de rupture", a alerté vendredi le responsable de la coordination humanitaire pour l’ONU dans ce pays. "Le Tchad est en crise, et l’est du Tchad atteint son point de rupture", a affirmé François Batalingaya lors du point presse régulier de l’ONU à Genève. Par visioconférence depuis N’Djamena, il alerte sur une énième "catastrophe humanitaire" qui "se déroule dans l’une des régions du monde les plus fragiles et les plus exposées aux caprices du climat". Depuis avril 2023, le Soudan connaît une guerre sanglante entre l’armée régulière soudanaise et les Forces de Soutien Rapide (FSR). Ce conflit a plongé le pays dans l’une des plus graves crises humanitaires au monde, obligeant plus de quatre millions de Soudanais à le fuir. Parmi ces déplacés, "plus de 850.000 réfugiés soudanais ont traversé la frontière pour se rendre au Tchad", rejoignant les 400.000 qui s’y trouvaient déjà, précise le responsable. Le conflit pèse un peu plus sur un Tchad déjà en proie à une "insécurité alimentaire" depuis six ans. Face à l’approche de la période de soudure (la période juste avant les premières récoltes et où le grain de la récolte précédente est épuisé), le responsable de l’ONU prévient que "3,3 millions de personnes auront du mal à se nourrir". Soit cinq fois plus qu’au début de la décennie. "Une augmentation stupéfiante", souligne M. Batalingaya.

ETATS-UNIS

Les Marines se déploient dans les rues de Los Angeles

Des Marines armés dépêchés par Donald Trump à Los Angeles ont commencé leurs opérations sur le terrain vendredi, à la veille d’une journée de manifestations à travers les Etats-Unis. En treillis, fusil semi-automatique à la main, les membres de ces troupes d’élite d’ordinaire déployées à l’étranger ont pris position autour d’un immeuble fédéral qui héberge notamment le FBI. Ces unités font partie d’un groupe d’environ 700 Marines

qui doivent rejoindre 4.000 réservistes de la Garde nationale dont le déploiement a été ordonné dans la deuxième ville des Etats-Unis par Donald Trump, contre l’avis des autorités démocrates locales. Ils sont chargés de protéger les bâtiments fédéraux. La police locale doit elle gérer les manifestations de protestation contre les raids anti-migrants de la police de l’immigration (ICE) survenus ces derniers jours dans la mégapole, où vit une

importante population hispanique. Face au déploiement des militaires, le gouverneur démocrate de la Californie, Gavin Newsom, a dénoncé le "fantasme fou d’un président dictatorial" et saisi la justice. En première instance, un juge fédéral a estimé illégal jeudi l’ordre donné par le président de déployer la Garde nationale avant qu’un juge d’appel n’accorde un répit à Donald Trump, en lui laissant provisoirement le contrôle des soldats.

APRÈS LEUR RETRAIT DE RDC

Retour du premier contingent sud-africain

Un premier contingent de 249 militaires sud-africains qui étaient déployés dans l’est de la République démocratique du Congo dans le cadre d’une mission régionale est arrivé en Afrique du Sud, a indiqué vendredi le ministère sud-africain de la Défense. Le ministre Angie Motshekga a ajouté que l’armée "travaillait sans relâche" avec ses homologues régionaux pour achever le retrait de RDC des troupes et du matériel. Le chef d’état-major de l’armée, le général Rudzani Maphwany, a déclaré en mai que le retrait

des troupes sud-africaines de la RDC n’était pas un signe de faiblesse mais un "mouvement technique qui permet à la paix et à la médiation de continuer". La Communauté de développement de l’Afrique australe (SADC) a décidé en mars de mettre fin à sa mission militaire dans cette région riche en minerais après que 17 de ses soldats ont été tués dans l’escalade du conflit entre les forces gouvernementales et le groupe armé M23. La première phase, qui a débuté en avril, "s’est concentrée sur l’équipement et les

autres moyens logistiques", a indiqué la SADC dans un communiqué. La deuxième phase, qui a débuté jeudi, "comprend le rapatriement du personnel de la mission avec ses effets personnels et le reste de l’équipement opérationnel". La mission de la SADC en RDC, composée de soldats du Malawi, de la Tanzanie et de l’Afrique du Sud, a été envoyée dans la région en décembre 2023 pour aider le gouvernement de la RDC, également membre de la SADC, à rétablir la paix et la sécurité dans cette région instable.

COURTISÉ PAR DEHAÏL DU QATAR

Boulbina, un talent à l'état pur

Marouane A.

L'attaquant du Paradou AC et meilleur buteur de la Ligue 1, Adil Boulbina, a montré encore une fois qu'il restait un talent à l'état pur, lui qui a marqué jusque-là 20 buts en championnat, en plus de ces buts avec la sélection A'. Laissé sur le banc des remplaçants lors du dernier match de son équipe disputé face au NC Magra, Boulbina a changé le cours du jeu en inscrivant un doublé, qui ont été suffisants au club algérois de prendre les trois points et se rapprocher encore plus de cette quatrième place au classement général. Les Jaune et Bleu doivent cette place en grande partie à Boulbina, qui a été sans conteste, le meilleur joueur de l'équipe. Déjà décisif depuis la saison dernière, l'enfant de Jijel a explosé cette saison montrant un grand niveau de maîtrise et qu'il lui a valu d'être pisté par de nombreuses formations qui insistent pour l'avoir dans leurs rangs. Il faut savoir que Boulbina était dans les tablettes de formations européennes, tel que les Belges de Cercle Brugge



et Charleroi, les Français de Brest et l'OM, les anglais de Hull city et les Portugais du Sporting Lisbonne en plus des Espagnols du Bétis Séville qui avaient envoyé des émissaires pour le superviser. Toutefois, l'offre la plus importante reste celle du

club qatari d'Dhaïl qui a proposé 3.5 millions d'Euros. La formation qui sera entraînée par l'ancien sélectionneur national, Djamel Belmadi compte mettre à sa disposition un grand nombre d'avantages, dont deux voitures de luxe, une villa dans

le chic quartier de Lusaïl à Doha.

DZIRI : «BOULBINA A LE DROIT DE CHOISIR SA PROCHAINE DESTINATION»
Interrogé sur la prochaine destination du buteur de son équipe

et du championnat, le coach Bilal Dziri a expliqué que ce dernier avait le droit de choisir sa prochaine destinée comme il le souhaitait. «Boulbina choisira en son âme et conscience et il faudra respecter ce choix», expliquera Dziri, pour qui ce joueur est un véritable joyau de part tout ce qu'il a montré depuis l'entame de la saison. «J'ai discuté avec lui après sa non-convocation en EN A et je lui ai expliqué qu'il se devait d'être patient et surtout de continuer à travailler sans se soucier de ce qui l'attendra», a affirmé le driver des Jaune et Bleu qui rappellera le fait que ce dernier est encore jeune et qu'il aura tout le temps de s'illustrer encore plus et ensuite d'évoluer avec la sélection première. Revenant aux contacts qu'il a reçus jusqu'à maintenant il dira : «Il est tout à fait normal qu'il soit courtisé de cette manière après avoir réalisé une belle saison, sachant que chaque club rêve d'avoir un joueur de sa trempe», a-t-il indiqué en souhaitant qu'il progressera encore plus dans son nouveau club avec lequel il signera sans doute cette semaine.

M. A.

FC COPENHAGUE

L'Espanyol Barcelone cible Amin Chiakha

Un membre du Conseil d'administration de l'Espanyol Barcelone (Liga espagnole de football), s'est rendu jeudi à Copenhague pour rencontrer les responsables du FC Copenhague, au sujet d'un éventuel transfert de l'attaquant international algérien Amin

Chiakha, rapporte la presse locale vendredi. Le club espagnol, 13e au classement final de la Liga 2024-2025, souhaite s'attacher les services du jeune joueur algérien de 19 ans, à titre de prêt avec option d'achat, précise la même source.

Lors de la saison 2024-2025, Chiakha a disputé 27 matchs, toutes compétitions confondues, avec un bilan de 7 buts. Avec le club de la capitale danoise, l'Algérien a remporté le doublé Coupe-Championnat, pour la première fois depuis le début de sa carrière profes-

sionnelle. Avec l'équipe nationale, il été convoqué par le sélectionneur national Vladimir Petkovic, pour les deux derniers matchs amicaux disputés en ce mois de juin : face au Rwanda à Constantine (2-0), et devant la Suède à Solna (3-4).

COUPE DU MONDE DES CLUBS 2025

Quatre internationaux algériens y prendront part

Quatre internationaux algériens sont engagés avec leurs clubs respectifs, à la première édition élargie de la Coupe du Monde des Clubs 2025, qui a débuté hier et qui se poursuivra jusqu'au 13 juillet aux Etats-Unis. Il s'agit des défenseurs Rami Bensebaïni (Borussia Dortmund/Allemagne), Ryan Aït-Nouri (Manchester City/Angleterre), et Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis), ainsi que l'ailier gauche Youcef Belaïli (ES Tunis). Finaliste de l'édition 2023-2024 de la Ligue des Champions, le Borussia Dort-

mund de Bensebaïni (30 ans) espère faire bonne figure lors de ce tournoi mondial, où le club allemand figure dans le groupe F, aux côtés de Fluminense (Brésil), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), et Ulsan HD (Corée du Sud). De son côté, Ryan Aït-Nouri, fraîchement transféré à Manchester City en provenance de Wolverhampton, découvrira l'élite mondiale des clubs pour la première fois. A 24 ans, le défenseur formé à Angers s'apprête à vivre une nouvelle étape dans sa carrière sous la houlette de l'entraîneur espagnol Pep

Guardiola. Les «Cityzens» évolueront dans la poule G, en compagnie de la Juventus de Turin (Italie), d'Al-Aïn (EAU), et du WAC (Maroc). Outre Al-Ahly SC d'Egypte, Mamelodi Sundowns, et le WAC, l'Afrique sera également représentée par l'ES Tunis, qualifiée en tant que demi-finaliste de la Ligue des champions 2024. Tougaï et Belaïli, considérés comme deux cadres de la formation tunisoise, prendront part pour la première fois à un tournoi majeur des clubs. Le champion de Tunisie 2024-2025, aura fort à faire dans un

groupe D très relevé, en présence de Chelsea (Angleterre), vainqueur de la Ligue Conférence 2025, de Flamengo, actuel leader du championnat brésilien, et Los Angeles FC (Etats-Unis), dernier qualifié pour ce tournoi, en barrages face aux Mexicains de Club America (2-1, après prolongation). Organisé par la Fédération internationale (FIFA), ce tournoi regroupe 32 clubs, répartis en huit groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe accèderont aux huitièmes de finale.

LIGUE 2 AMATEUR (2025-26)

Inspection des stades les 16 et 17 juin

La commission d'homologation de la Ligue nationale du football amateur (LNFA) procédera les 16 et 17 juin à l'inspection des stades désignés à accueillir les matchs du championnat de Ligue 2 pour la saison 2025/2026, a indiqué l'instance vendredi sur son site officiel. Au terme de cette première visite, les inspecteurs sont chargés de transmettre un rapport circonscrit à la commission d'audit de la FAF. C'est cette dernière structure, en sa qualité d'organe de contrôle supérieur qui se prononcera sur la qualité de l'infrastructure soit pour être homologués soit faire l'objet de réserves, précise la même source. Pour rappel, le championnat de Ligue 2 amateur saison 2025-2026, débutera le 6 septembre prochain.

COUPE DE LA LIGUE «RÉSERVE»

Le PAC remporte le trophée

Le Paradou AC a remporté la Coupe de la Ligue de football catégorie «Réserve» édition 2024-2025, en battant le NC Magra 3-0 (mi-temps :1-0) en finale disputée vendredi soir au stade du 8-mai 1945 de Sétif. Le PAC a ouvert le score par Taha Yassine Tahar (18e). Le club

algérois s'est mis définitivement à l'abri, grâce à un doublé en fin de match signé Mohamed Amine Ramdaoui (88e, 90e+4). Le PAC succède à la JS Kabylie au palmarès de la compétition. Les «Canaris» avaient remporté la deuxième édition la saison dernière aux dépens de

l'ES Sétif Belouizdad (2-2, aux t.a.b : 3-0), au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda. Pour rappel, le PAC s'est qualifié pour la finale de la troisième édition de la Coupe de la Ligue «Réserve» en dominant la JS Saoura (1-1, aux t.a.b : 5-4), tandis que le NC Magra a écarté l'US Biskra (1-0).

CHAMPIONNAT D'ORANIE DE CYCLISME DES JEUNES CATÉGORIES

Domination des coureurs d'Oran et Saïda

Les cyclistes d'Oran et Saïda se sont distingués, vendredi lors du Championnat régional des jeunes catégories, disputé sur un circuit fermé dans le centre ville de Saïda. Dans la catégorie cadet, sur une distance de 38 km, la première place est revenue à Bechelaghem Abdelkader du club Kounouz El Bahia d'Oran, devant Bouchela Seifeddine et Bouhadjar Sid-

Ahmed du club Hammam Bouhadjar d'Aïn Temouchent. La première place de la course des minimes (20 km) est revenue à Youcef Amrani de l'école de cyclisme de Saïda, suivi par Berziane Bouazza du vélo club de Mostaganem et Mohcen Zahaf de l'école de Saïda. Chez les benjamins et sur une distance de 10 km, Benabed Seifeddine de l'école de cyclisme de Saïda est entré premier, devan-

çant son coéquipier Benyounes Islam et Amrane Yahia de Hammam Bouhadjar (Aïn Temouchent). Quant à la catégorie écoles, la course qui s'est déroulée sur une distance de 4 km, est revenue à Habechi Younès du club amateur Kounouz El Bahia d'Oran, devant Ferketou Mohamed Ali de l'école de Saïda et Boumedjet Anes du club Kounouz El Bahia Oran.

MONDIAL DES CLUBS

Le PSG compte sur Doué et «Kvara»

Avec la blessure du patron de l'attaque Ousmane Dembélé, le PSG compte sur ses nouvelles stars Désiré Doué et Khvicha Kvaratskhelia pour franchir sans encombre le premier tour du Mondial des clubs. Dembélé, en lice pour le Ballon d'or après une saison exceptionnelle, fait partie du groupe qui s'entraîne tous les matins au camp universitaire de Crawford Field, à Irvine, banlieue sud de Los Angeles. Seulement, lui travaille seul à la récupération de sa blessure à la cuisse subie lors de France-Espagne le 5 juin. Le virevoltant numéro 10 ne pourra très probablement pas jouer contre l'Atlético Madrid dimanche (21h00) au Rose Bowl stadium de Pasadena. Et il est vraisemblable que son entraîneur Luis Enrique veuille le préserver lors du match contre Botafogo, jeudi. Même un retour pour affronter les Seattle Sounders le 23 juin n'est pas garanti. Il va donc falloir se débrouiller sans l'homme aux 33 buts et 15 passes décisives toutes compétitions confondues avec le PSG cette saison. D'autant que son influence à la construction du jeu et au pressing à la perte du ballon dépasse le seul aspect statistique. Pourtant, le PSG peut s'enorgueillir de l'émergence, ces derniers mois, de deux artistes et gros caractères en attaque, qui auront pour mission de porter l'équipe au premier tour: Khvicha Kvaratskhelia et Désiré Doué.



UN MANQUE DE FAUX 9
Le premier n'est, à 24 ans, pas une révélation à proprement parler. Il a été l'artisan principal du titre du Napoli en 2023 et le leader de la séduisante sélection géorgienne à l'Euro-2024. Mais «Kvara» a surpris jusqu'à Luis Enrique en ajoutant à son panel de dribbles fous et de passes inspirées une rare détermination à défendre. Sa finale de C1 à Munich a été à son image, généreuse, parfois dispersée avec plusieurs occasions manquées, mais en dernière analyse décisive, avec en cerise sur le gâteau un but. Désiré Doué, déjà auteur d'un très

bon début d'année 2025, a fait irruption avec fracas sur la scène des plus grands, le 31 mai, à trois jours de ses 20 ans: un doublé, une passe décisive et des dribbles virtuoses. Sa maturité mentale et physique suggère qu'il peut être un leader d'attaque, déjà, pour ce PSG au Mondial des clubs. Dembélé lui-même avait adoubé l'international français en avril, louant son «professionnalisme, pour son âge»: «Doué est pétri de talent, il va aller loin, il est très mature, très professionnel». Reste à savoir à quel joueur ces deux attaquants seront associés. L'un comme l'autre,

placés la plupart du temps comme ailiers, peuvent théoriquement remplacer Ousmane Dembélé en faux 9, mais les tentatives de Luis Enrique en la matière n'ont pour l'instant pas convaincu. Le Sud-Coréen Lee Kang-in avait fait plusieurs piges à ce poste, mais l'entraîneur ne semble plus le considérer comme un joueur de premier plan dans l'équipe. Le Portugais Gonçalo Ramos est davantage un pur avant-centre et ne joue plus beaucoup, lui non plus. Quant à Bradley Barcola, il a lui aussi été touché lors de France-Espagne. L'ancien Lyonnais pourrait jouer contre Botafogo mais pas

BAYERN MUNICH-AUCKLAND CITY

David contre Goliath !

Un monde sépare le Bayern Munich, géant du foot au palmarès gargantuesque, guidé par l'assoiffé Harry Kane qui vient d'enfin remporter le premier titre de sa carrière, et Auckland City, équipe néo-zélandaise composée de joueurs amateurs, opposés dimanche à Cincinnati. Quand la valeur marchande de l'effectif bavarois dépasse les 900 millions d'euros, celle de son modeste adversaire s'élève à cent fois moins, selon le site spécialisé Transfermarkt. Preuve s'il est en du combat déséquilibré qui débutera à 18h00 (locales, 00h00 française) dans l'Ohio. Aussi, tout autre résultat qu'une victoire serait une énorme contre-performance pour les Bavarois, venus aux Etats-Unis avec l'ambition de remporter cette toute première édition. Contrairement à d'autres grosses écuries frustrées d'avoir été sevrées de titre majeur cette saison, comme le Real Madrid ou Manchester City, le Bayern peut au moins se targuer d'avoir tenu son rang sur sa scène nationale, en décrochant son 34 titre de champion d'Allemagne. Le tout, au terme d'un exercice maîtrisé, conclu avec plus de 80 points, ce qui est l'étalon pour savoir si une saison de Bundesliga est réussie ou non. Mais le club allemand, qui a vu sa route en Ligue des champions stoppée en quarts par l'Inter Milan, ne veut pas se contenter

d'avoir conservé ses bonnes habitudes domestiques et voit en ce Mondial l'opportunité d'ajouter un trophée d'autant plus attrayant, que personne ne l'a encore jamais soulevé, pour mieux donc écrire l'histoire.

NEUER «IMPATIENT»
«Je crois que c'est quelque chose de spécial de participer à cette Coupe du monde des clubs. Il y a des équipes qui n'en font pas partie et cela leur fait mal. Elles aimeraient sûrement jouer ici aux Etats-Unis. Nous verrons dans quelques années ou décennies quelle sera l'importance de ce tournoi. Mais en attendant nous sommes impatients et heureux d'y participer», a dit le capitaine Manuel Neuer pour résumer l'état d'esprit de son équipe. Le gardien, qui avait raté la double confrontation contre l'Inter en C1, sera bien opérationnel, tout comme le défenseur Dayot Upamecano et l'attaquant Jamal Musiala eux aussi longtemps blessés, qui ont renoncé au Final 4 de la Ligue des nations avec leur sélection respective pour poursuivre leur rééducation à Munich en vue du Mondial des clubs. Autour d'eux, il y en a un qui a une faim de loup, Harry Kane, qui a enfin réussi à briser la malédiction à 31 ans en reportant le premier titre de sa carrière en Bundesliga (en s'adjugeant au passage un deuxième titre de

meilleur buteur du championnat, 26 buts contre 36 lors de sa première saison). L'Anglais y a pris forcément goût et ne compte certainement pas s'arrêter là.

DERNIÈRE CAMPAGNE POUR MULLER
Si certains, arrivés seulement jeudi à Orlando (en Floride, où le Bayern a établi son camp de base), après leurs obligations en sélections nationales, comme Joshua Kimmich, Serge Gnabry ou encore Michael Olise, pourraient ne pas être opérationnels face à Auckland, les deux nouvelles recrues, le défenseur Jonathan Tah et le milieu Tom Bischof, le sont. Tout comme Leroy Sané, encore sous contrat jusqu'à un potentiel 8e de finale, avant de devoir rejoindre Galatasaray où il a été transféré. Enfin, un autre joueur, qui aura lui marqué durablement le club bavarois, fera aussi ses derniers pas aux Etats-Unis sous ce maillot: Thomas Muller. «Il y a très peu de mélancolie. Je suis heureux d'être ici. C'est pour moi la plus belle chose qui existe, être sur un terrain de football. Ça deviendra bizarre quand ma clé pour accéder au club ne fonctionnera plus. C'est le moment que je redoute: quand je ne pourrai plus accéder à la cantine», a plaisanté devant la presse l'attaquant de 35 ans.

REAL MADRID

L'Argentin Mastantuono recruté

Le Real Madrid a officialisé vendredi la signature de l'espoir argentin Franco Mastantuono, 17 ans, qui restera cependant avec son club de River Plate pour disputer le Mondial des clubs (14 juin - 13 juillet) aux Etats-Unis.

«Franco Mastantuono sera un joueur de notre club pour les six prochaines saisons, du 14 août 2025 au 30 juin 2031», a annoncé le club espagnol dans un communiqué, sans donner plus de détails. Ce transfert est affiché par River Plate comme le plus onéreux de l'histoire du championnat argentin, pour un montant de «63,2 millions d'euros», dont le club de Buenos Aires touchera «45 millions nets». Le meneur de jeu de 17 ans, considéré comme le plus grand espoir du pays de Lionel Messi et Diego Maradona, rejoindra le géant madrilène pour le début de la saison 2025/26, après avoir disputé le Mondial des clubs avec son club formateur. Courtisé selon plusieurs médias par le Paris Saint-Germain, Mastantuono est devenu récemment le plus jeune joueur à débiter à une rencontre avec la sélection argentine, face au Chili en qualifications pour la Coupe du Monde 2026.

Il s'est affirmé comme l'un des talents les plus prometteurs du football mondial en battant plusieurs records de précocité, devenant notamment le plus jeune buteur de l'histoire de River Plate et de la Copa Libertadores. Le jeune gaucher est la troisième recrue de l'été pour le Real Madrid, après le défenseur espagnol Dean Huijsen et le latéral anglais Trent Alexander-Arnold.

«Merci Franco pour tes performances et ton talent, ce fut une fierté de te voir évoluer au sein du club», écrit River Plate dans son communiqué.

LE CLUB A SIGNÉ AVEC LOUIS-VUITTON

Les joueurs du Real Madrid vont s'habiller aux couleurs de Louis-Vuitton.

Le club madrilène franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de partenariats premium en s'associant à la maison de couture française pour habiller ses équipes professionnelles. Le Real Madrid vient d'officialiser un partenariat avec Louis Vuitton qui voit la griffe française devenir le partenaire mode officiel du club merengue. Cet accord couvre l'ensemble des équipes professionnelles de l'institution : les sections masculine et féminine de football.

La maison LVMH prend ainsi la succession de Zegna, qui occupait cette fonction depuis cinq saisons. Louis Vuitton habillera désormais les joueurs lors de leurs déplacements et événements officiels, avec une collection comprenant du prêt-à-porter, des chaussures, des accessoires et de la maroquinerie. Cette collaboration s'appuie sur des liens déjà établis entre la marque et certaines stars madrilènes. Kylian Mbappé et Jude Bellingham, déjà ambassadeurs du groupe LVMH (Mbappé est associé à Dior) ont d'ailleurs participé à la campagne de lancement de ce nouveau partenariat.

LES MOTS FLÉCHÉS



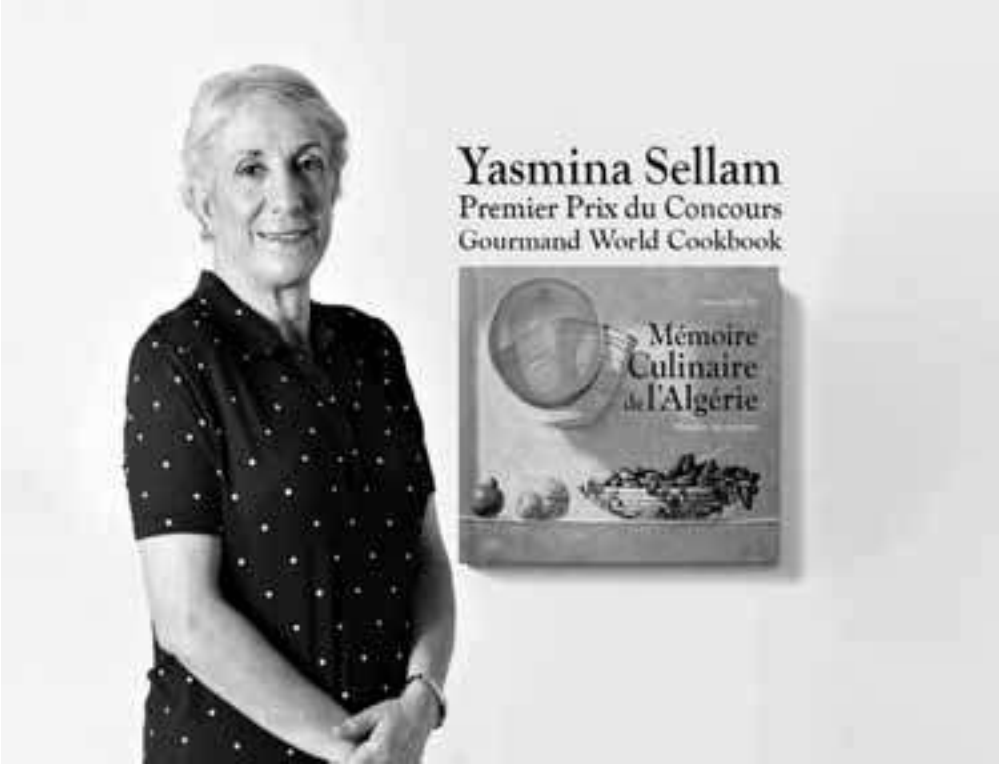
ABORDAGE	AGENT	ANGLE	APPROCHE	APSIDE	AUTEL	BEAU	CELLIER	CHAI	CHER		
CLAIR	CROYANCE	DICTATURE	DIEU	DUNE	ELFE	ESQUILLE	FACTRICE	FICHU			
FLOREAL	HARANGUE	INVITE	MAORI	PATRIE	PILLARD	PILEUSE	POUPE	VOEUE			
ZONE											
E	D	E	A	E	F	E	M	P	U	L	A
H	R	C	R	P	S	L	U	A	E	B	I
C	A	I	R	U	S	Q	O	T	O	N	R
O	L	R	E	O	T	I	U	R	V	R	E
R	L	T	A	P	Y	A	D	I	E	U	I
P	I	C	N	N	R	A	T	E	L	A	L
P	P	A	G	E	G	E	N	C	H	L	L
A	E	F	L	E	G	U	H	C	I	F	E
Z	O	N	E	C	D	A	E	C	E	D	C

Yasmina Sellam en finale du Gourmand World Cookbook Awards 2025

Le livre *Le couscous, racines et couleurs d'Algérie* de l'auteure Yasmina Sellam est en lice pour la finale du concours international Gourmand World Cookbook Awards 2025, un rendez-vous qui récompense chaque année les meilleurs livres de cuisine du monde. Cet ouvrage, paru en 2024, concourt dans la catégorie « Culture culinaire ». La cérémonie de remise des prix aura lieu le 19 juin prochain au Portugal.

Samy Terki

Une rencontre autour du livre s'est tenue jeudi au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger, en présence du ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou. Organisée par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), qui a publié l'ouvrage, cette rencontre a permis à Yasmina Sellam de présenter son travail et de revenir sur l'importance symbolique et culturelle du couscous dans le patrimoine algérien. Devant un public composé de passionnés de cuisine, de chercheurs et de professionnels de la culture, l'auteure a expliqué que son ouvrage explore l'histoire du couscous, ses origines anciennes, les différentes manières de le préparer à travers les régions d'Algérie, ainsi que la diversité des recettes traditionnelles. Le livre met aussi en valeur les ingrédients locaux utilisés dans la préparation du plat, les gestes transmis de génération en génération, et l'univers social et festif qui entoure le couscous dans les familles algériennes. Yasmina Sellam a souligné que le couscous est bien plus qu'un plat populaire. Il s'agit, selon elle, d'un élément central de l'identité algérienne, présent dans la mémoire collective du peuple, et symbole de partage, de solidarité et de continuité historique. Elle a rappelé que le couscous a été



inscrit en 2020 par l'UNESCO sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, au nom de quatre pays du Maghreb : l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Mauritanie. Il s'agit de la deuxième participation de l'auteure à ce concours international. En 2023, son premier ouvrage, *Mémoire culinaire de l'Algérie : Histoire de recettes*, publié en 2022, avait déjà été récompensé dans le cadre du même prix. Cette « nouvelle sélection » marque donc une reconnaissance continue de son travail de recherche et de valorisation du patrimoine culinaire algérien.

Le couscous, racines et couleurs d'Algérie est à la fois un ouvrage documentaire, un livre de recettes et un témoignage culturel. Il s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à la gastronomie algérienne, mais aussi à son histoire, à ses traditions et à la richesse de ses régions. L'auteure y propose un « regard personnel », nourri de recherches et d'expériences, sur un plat qui unit les générations et fait partie du quotidien de millions d'Algériens. À travers ce livre, Yasmina Sellam souhaite transmettre une mémoire culinaire en voie d'oubli, et rappeler que la cuisine est un langage qui raconte l'histoi-

re des peuples. Le couscous, dans ce sens, devient un lien vivant entre le passé et le présent, entre les régions et les familles, entre l'Algérie et le monde. Le public présent à la rencontre a salué la qualité du travail de l'auteure, la richesse de l'ouvrage et la reconnaissance qu'il apporte à une tradition culinaire qui dépasse les frontières. En attendant les résultats du concours, le livre continue son chemin dans les librairies du pays et auprès des lecteurs curieux de découvrir l'histoire d'un plat aussi simple qu'essentiel.

S. T.

À Alger, une rencontre interconvictionnelle pour ancrer la culture de paix

Samy Terki

Dans un contexte mondial marqué par les tensions, les conflits et les crispations identitaires, la culture de paix apparaît plus que jamais comme une nécessité. C'est autour de cette conviction qu'une rencontre publique s'est tenue jeudi dernier à la maison diocésaine d'Alger. L'initiative, portée par le collectif social et solidaire, a rassemblé un public nombreux et divers, venu écouter des «voix engagées» pour un vivre-ensemble durable. Parmi les intervenants, le cheikh Khaled Bentounès, guide spirituel de la confrérie soufie Alâwiyya et initiateur de la journée internationale du Vivre ensemble en paix, a livré une réflexion profonde sur les moyens d'enraciner cette culture dans les sociétés contemporaines. À ses côtés, le cardinal Jean-Paul Vesco, archevêque d'Alger, l'avocate Nadia Aït Zai et le directeur de la chaire UNESCO Émir Abdelkader pour les droits de l'Homme, Islam Tualbi Taalibi, ont enrichi les échanges par leurs regards croisés. En introduction, Me Aït Zai a souligné l'importance d'inscrire concrètement la culture de paix dans le tissu social, à travers l'éducation, la justice et la reconnaissance mutuelle. Cheikh Bentounès a insisté, pour sa part, sur la transmission de cette culture dès le plus jeune âge. Il a évoqué des expériences menées auprès d'enfants de 3 à 4 ans et dans le scoutisme, où l'on intègre la «culture du nous», la médiation pour prévenir les conflits, et la méditation comme outil d'apaisement intérieur. Abordant la place des femmes dans cette dynamique, le guide spirituel a rappelé l'élan de libération initié par le prophète Mohamed dans un contexte préislamique profondément patriarcal. «Il a reconnu à la femme un statut, une autorité. L'égalité des droits concerne toutes les femmes, sans distinction», a-t-il affirmé. Il a également salué les 800 000 femmes occupant aujourd'hui des postes de responsabilité dans le monde, tout en rappelant l'exemple d'une intellectuelle du XIIIe siècle, auteure d'un manuscrit juridique. «Alors, a-t-on avancé ou reculé ?», a-t-il demandé à l'auditoire. Le rôle du mouvement scout dans la diffusion de ces valeurs a également été mis en avant. Cheikh Bentounès a souligné l'importance de la charte adoptée à Madagascar, engageant les mouvements scouts à travers le monde, dont les 22 millions de membres représentent une véritable force éducative. «Entre 40 % et 45 % des scouts sont musulmans, et l'Indonésie en est le premier pays contributeur», a-t-il précisé. Islam Tualbi Taalibi, de son côté, a recentré le débat sur la spiritualité comme voie vers la paix intérieure et l'ouverture à l'autre. Il a insisté sur la nécessité de développer une relation intime et sincère avec Dieu, qui éclaire les consciences et facilite le dialogue interreligieux.

Prenant la parole à son tour, le cardinal Jean-Paul Vesco a partagé une «expérience vécue» lors du conclave de 2013. «Nous étions 133 cardinaux, venus du monde entier, porteurs de nos différences, et pourtant, sans concertation, nous avons élu le pape François. Son premier mot fut : «Que la paix soit avec vous.» Moi, j'ai entendu : Salam Aleykoum», a-t-il confié avec émotion. «Ce jour-là, j'ai compris que la paix est un langage commun à toutes les traditions spirituelles.» Il a poursuivi en affirmant que le dialogue interreligieux ne se limite pas aux mots ou aux doctrines. «C'est un dialogue de vie. On agit ensemble, on prie, pas toujours avec les mêmes mots, mais souvent avec le même souffle. Cette différence n'est pas un obstacle, elle nous enrichit.» En clôture, les intervenants ont rappelé l'urgence d'un engagement collectif pour bâtir un monde plus pacifique. Par l'éducation, par le respect de la diversité, par l'engagement des femmes et des jeunes, mais surtout par l'amour du prochain, cette culture de paix peut devenir une réalité. La rencontre a permis d'ouvrir des pistes concrètes, mais surtout, de partager un message simple, universel : «la paix commence en chacun de nous».

S. T.

Ali Maâchi, l'artiste-martyr à l'honneur

Jeudi soir, au cœur d'une salle chargée d'émotion et de souvenirs, artistes, cinéastes, techniciens et amoureux du 7^e art se sont retrouvés pour rendre hommage à l'un des symboles les plus forts de l'Algérie artistique et résistante : Ali Maâchi. Organisée par l'Association artistique et cinématographique Adhwaa, cette soirée commémorative marquait le 67^e anniversaire de sa disparition, coïncidant avec la Journée nationale de l'artiste. Le ministre de la Culture et des Arts, Zouheir Balalou, était présent. Dans une intervention sobre mais marquante, il a rappelé que l'art et le combat libérateur sont profondément liés dans notre histoire. « Ali Maâchi est l'exemple vivant (même dans la mort) de cette alliance entre création et résistance », a-t-il déclaré, devant un public touché par ses mots. L'artiste Ali Maâchi, exécuté en 1958 par l'armée coloniale française, n'a pas seulement été un chanteur engagé. Il a été, pour beaucoup, un symbole d'une

jeunesse qui a choisi de prendre la parole par la poésie, la musique, mais aussi par l'engagement. C'est cette mémoire que la soirée a tenté de raviver, à travers des lectures, des chants, des projections, et surtout, des visages jeunes venus lui rendre hommage à leur manière. Le ministre a aussi saisi l'occasion pour parler d'avenir. Il a insisté sur le rôle central du cinéma dans la transmission de la mémoire nationale et la construction identitaire. « L'image est aujourd'hui un outil puissant. Elle peut porter nos récits, nos blessures, nos espoirs. Il faut encourager ceux qui tiennent la caméra comme on soutenait ceux qui portaient la plume ou le fusil », a-t-il affirmé. Évoquant la dynamique actuelle du secteur culturel, il a salué la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui place la culture au cœur du projet de l'Algérie nouvelle. Il a aussi annoncé que les textes d'application de la nouvelle loi sur le cinéma seront finalisés très prochainement.

Objectif : mieux organiser, professionnaliser et moderniser un secteur longtemps laissé en marge, notamment en structurant les métiers techniques. Mais au-delà des lois et des réformes, c'est une conviction humaine que le ministre a défendue, celle de croire en la jeunesse. Il a insisté sur la nécessité de leur ouvrir les portes, d'encourager les initiatives, et d'associer les investisseurs privés pour bâtir une industrie cinématographique algérienne forte, vivante, et porteuse de sens. La soirée s'est clôturée dans une atmosphère chaleureuse, empreinte de dignité et de respect. Plusieurs artistes ont été distingués pour leur contribution au patrimoine culturel national. Les applaudissements, parfois nourris, parfois silencieux, ont dit bien plus que les discours. Ils ont exprimé cette gratitude profonde envers celles et ceux qui, hier comme aujourd'hui, choisissent l'art comme acte de foi envers leur peuple.

S. T.

16

Alger

20°

Ouargla

21°

Oran

19°

Constantine

19°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
03:53	12:45	16:35	19:56	21:31

ANP : TROIS HOMMES ARMÉS DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE ARRÊTÉS À IN AMENAS

Des détachements de l'armée nationale populaire (ANP) ont arrêté, hier à In Amenas, 3 individus armés de nationalités étrangères, a annoncé le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. L'arrestation de ces hommes armés est intervenue dans le cadre d'une opération de ratissage menée par les éléments de l'ANP au niveau du secteur opérationnel Nord-Est In Amenas, relevant de la 4^e Région militaire. L'opération a permis de saisir un fusil mitrailleur de type FMPK et un fusil de sniper, des munitions, un véhicule de type Toyota Station et pas moins de 2 381 445 comprimés psychotropes (prégabaline), a précisé le MDN.

M.M

ANP SAISIE DE 85 KG DE COCAÏNE À ADRAR

Une quantité de cocaïne estimée à 85 kg a été saisie lors d'une opération qualitative menée par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) et des services de sécurité combinés relevant du Secteur militaire d'Adrar, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre des efforts continus visant à lutter contre la criminalité organisée sous toutes ses formes et lors d'une opération qualitative, des détachements de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité combinés relevant du Secteur militaire d'Adrar (3^{ème} Région militaire), ont procédé, hier 13 juin 2025, à la saisie d'une quantité de drogue dure (cocaïne), estimée à 85 kilogrammes ainsi que d'un véhicule utilitaire", précise la même source. "Cette opération illustre, une fois de plus, la détermination des unités de l'ANP et des différents services de sécurité à lutter contre toutes les formes de criminalité organisée et de préserver la sécurité et la stabilité du pays", ajoute le communiqué.

CYCLISME / TOUR DU CAMEROUN : L'ALGÉRIEN ISLAM MANSOURI NOUVEAU MAILLOT JAUNE

L'Algérien Islam Mansouri s'est emparé du maillot jaune du Tour cycliste du Cameroun 2025, à l'issue de la neuvième et avant-dernière étape, disputée samedi, sur une distance de 116 kilomètres entre Pouma et Yaoundé. Mansouri caracole désormais en tête de ce classement, avec un temps de 21 h 02 : 16, devant le Burkinabé Rawende Moucalla (21 h 02 : 58), au moment où le Camerounais Clovis Abossolo complète le podium, avec le même temps (21 h 02 : 58).

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//DIMANCHE 15 JUIN 2025 // N°1095 //PRIX 20 DA

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISTE

Remise du Prix Ali Maâchi 2025 aux jeunes créateurs

La Journée nationale de l'artiste a été célébrée samedi 8 juin 2025 au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC) à Alger. La cérémonie officielle a été présidée par le Premier ministre Nadir Larbaoui, agissant sur mandat du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Organisée sous le haut patronage du chef de l'État, cette célébration a été consacrée à la remise du Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs « Ali Maâchi », édition 2025. Ce prix, attribué chaque année, distingue des artistes de moins de 35 ans dans plusieurs disciplines : roman, poésie, dramaturgie, musique, chant, danse, théâtre, cinéma, audiovisuel et arts plastiques. Lors de la cérémonie, les « lauréats » ont été récompensés dans chaque catégorie. Les prix ont été décernés sur la base d'une sélection opérée par un jury composé de professionnels issus des différents domaines artistiques représentés. Cette reconnaissance vise à valoriser la créativité émergente et à encourager la relève culturelle nationale. La « cérémonie » s'est déroulée en présence du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, de plusieurs membres du gouvernement, ainsi que de person-



nalités culturelles, universitaires et artistiques. Un public nombreux, composé d'invités, de créateurs et de représentants du secteur culturel, a assisté à l'événement. Dans son allocution, lue en son nom par le Premier ministre, le président de la République a salué la mémoire des artistes ayant contribué à la lutte pour l'indépendance, et réaffirmé l'importance du rôle de la culture dans la consolidation de l'unité nationale. Il a également réitéré l'engagement de l'État à poursuivre ses efforts en faveur de l'amélioration

du statut de l'artiste et du soutien à la création. Le Prix Ali Maâchi rend hommage au poète et militant nationaliste exécuté par les autorités coloniales françaises en 1958 à l'âge de 23 ans. Sa figure symbolise l'engagement des artistes algériens dans la cause de la libération. L'institution de ce prix vise à perpétuer cette mémoire tout en inscrivant la jeune création artistique dans une dynamique nationale de reconnaissance et d'accompagnement. Outre la remise des prix, la cérémonie a été ponctuée par des

prestations artistiques et musicales assurées par de jeunes talents ainsi que par des artistes confirmés, venus saluer cette nouvelle génération. Les « interventions » ont mis l'accent sur la nécessité d'un environnement structurant pour les artistes, l'accès aux espaces de diffusion et la reconnaissance professionnelle du métier d'artiste. Le soutien à la jeunesse créative, la valorisation des patrimoines et la mise en place de politiques culturelles structurantes restent au cœur des priorités du ministère de la Culture et des Arts. La liste complète des lauréats n'a pas été rendue publique dans l'immédiat, mais les œuvres primées seront prochainement présentées lors d'un programme spécial dédié à la jeune création algérienne. Des expositions, lectures publiques et projections sont également prévues dans les semaines à venir dans plusieurs wilayas.

Samy Terki

ANIRA : LES TV PRIVÉES INVITÉES À RESPECTER LES DROITS D'AUTEUR

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a appelé, samedi dans un communiqué, les établissements de communication audiovisuelle à cesser immédiatement l'exploitation illégale des œuvres protégées par des droits d'auteur, qualifiant ces pratiques de "non professionnelles et non éthiques". L'ANIRA a indiqué avoir "reçu une correspondance de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) faisant état de violations répétées de la part de certains établissements de communication audiovisuelle, qui, malgré les mises en demeure qui leur ont été adressées, continuent d'exploiter illégalement des œuvres protégées par des droits d'auteur, au mépris des lois et réglementations en vigueur, sans pour autant bénéficier de licences et sans s'acquitter des redevances financières

dues". En effet, "certains établissements audiovisuels exploitent des œuvres protégées au mépris total des dispositions du cahier des charges générales imposables aux services de communication audiovisuelle et des conventions en vigueur, ce qui constitue une atteinte flagrante aux droits de propriété intellectuelle et une violation manifeste de l'article 75 de la loi 23-20 relative à l'activité audiovisuelle, ainsi que des dispositions de l'ordonnance 03-05 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins", ajoute le communiqué. Soucieuse de "promouvoir un environnement professionnel sain dans le paysage audiovisuel", l'Autorité appelle les responsables des établissements audiovisuels à "cesser immédiatement de telles pratiques non professionnelles et non éthiques qui nuisent à l'image des médias nationaux

et sapent leur crédibilité", insistant sur "la nécessité pour ces établissements de régulariser leur situation contractuelle vis-à-vis de l'ONDA, notamment à travers la conclusion de conventions claires préservant les droits matériels et moraux des auteurs". Le respect des droits d'auteur et des droits voisins est "primordial pour soutenir et pérenniser la créativité artistique et culturelle, rendre justice aux créateurs, renforcer la confiance entre les différentes parties prenantes et contribuer à donner une image professionnelle et positive du secteur audiovisuel national", a souligné l'ANIRA. Et d'expliquer que cette mesure "s'inscrit dans le cadre de ses missions de régulation des pratiques professionnelles en vue d'instaurer la culture du respect des droits d'auteur dans le paysage audiovisuel et de favoriser les utilisations respon-

sables et autorisées des œuvres protégées, garantissant ainsi un équilibre entre liberté du travail journalistique et respect des lois, et consacrant un modèle équitable et professionnel qui tient compte des intérêts de tous les acteurs de la chaîne créative et culturelle". À cet égard, le communiqué précise que l'ANIRA "adressera des mises en demeure officielles à tout établissement audiovisuel qui ne respecte pas les dispositions légales et réglementaires relatives aux droits des créateurs et ne s'engage pas à régulariser sa situation contractuelle vis-à-vis de l'ONDA". Imputant à ces établissements "l'entière responsabilité légale découlant de tout manquement à leurs engagements", l'ANIRA assure qu'elle "appliquera, le cas échéant, les mesures légales appropriées conformément à la législation en vigueur".